Sarachu, Pablo

Perception fiscale, patronage rural et genèse d'une société de base paysanne. Le sud de la Gaule vers la fin de l'Empire romain

---

Dialogues d'histoire ancienne

2012, vol. 38, nro. 2, p. 51-86

Sarachu, P; tr. Béatrice Couteau. (2012). Perception fiscale, patronage rural et genèse d'une société de base paysanne. Le sud de la Gaule vers la fin de l'Empire romain. Dialogues d'histoire ancienne, 38 (2), 51-86. En Memoria Académica. Disponible en: http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.11255/pr.11255.pdf

Información adicional en www.memoria.fahce.unlp.edu.ar

Esta obra está bajo una Licencia Creative Commons
Atribución-NoComercial-CompartirIgual 4.0 Internacional
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Perception fiscale, patronage rural et genèse d'une société de base paysanne. Le sud de la Gaule vers la fin de l'Empire romain

Pablo SARACHU*

1. Introduction

Dans le contexte historiographique actuel il existe un certain accord entre divers courants interprétatifs concernant les principales caractéristiques de la structure socio-économique de l'Empire romain tardif occidental. La large acceptation de la survivance des *servi* durant cette période a écarté le débat sur la décadence de l'esclavage ou du mode de production esclavagiste¹. La paysannerie des IV^e et V^e siècles est généralement perçue comme une classe soumise à une considérable exploitation, soit par le biais de l'impôt –dans le cas des propriétaires– soit moyennant la rente –dans le cas des *coloni* ou des *servi* placés sur la terre. D'autre part, on soutient comme corrélat de cette idée que l'aristocratie romaine tardive fut plus « riche » que celle du Haut Empire, grâce à une lente évolution qui se serait produite suivant deux voies principales fréquemment convergentes : la fonction publique, dont il était possible d'obtenir des bénéfices aussi

* Établissement. pablosarachu@yahoo.com.ar – Traduction de l'espagnol de Béatrice Couteau.

¹ Il est néanmoins nécessaire de préciser que l'existence d'un mode de production esclavagiste n'est pas la conséquence logique de la présence d'esclaves. Le *servus quasi colonus* ou le *casatus* que nous voyons apparaître avec force à partir de la période romaine tardive sont des esclaves au regard de la loi, mais du point de vue socio-économique ils sont équivalents au *colonus* tardif plutôt qu'au travailleur permanent du modèle « classique » de la *villa* romaine. Pour le débat sur la « décadence » de l'esclavagisme, voir les travaux d'Anderson (1979) et de Staerman ([1952]), dans la perspective du matérialisme historique, et Finley (1982a, 160-194), un auteur difficile à étiqueter sur de nombreux aspects. Se basant sur un article de Bloch ([1947]) rendant compte de la considérable quantité d'esclaves au cours du Haut Moyen Âge, Bonnassie (1991) a fortement critiqué l'idée d'une crise de l'esclavage à partir du III^e siècle, sans pour autant se préoccuper de la différence signalée entre l'esclave du point de vue juridique et du point de vue socio-économique. Il serait de toute façon intéressant de réorienter la discussion, en abandonnant l'idée selon laquelle l'Empire romain fut organisé suivant un mode de production esclavagiste (et par conséquent qu'une crise exista), suggestion avancée dans cette même revue par García Mac Gaw (2006).

bien licites qu'illicites, et la construction patrimoniale privée, par voie héréditaire et matrimoniale ou via l'achat ou l'expropriation de tiers. Ces derniers, le plus souvent des paysans propriétaires et membres mineurs des aristocraties locales auraient été les victimes de l'accumulation de richesse des secteurs dominants². Enfin, de nombreux historiens soutiennent que les règnes successifs n'auraient pas entraîné de modification de cette sommaire caractérisation de la structure socio-économique rurale telle que nous l'avons réalisée³.

Le lien entre domaines public et privé affleure dans le fait d'attribuer particulièrement la concentration de patrimoine foncier au caractère abusif des impôts durant le Bas Empire. Bien que soit actuellement discréditée la thèse de A. H. M. Jones selon laquelle le système fiscal fut dur et inflexible dès le commencement des réformes de Dioclétien, peu d'historiens nient que les taxes augmentèrent effectivement, devenant particulièrement onéreuses pour les paysans d'Occident durant le V^e siècle, alors que les nécessités de financement de l'appareil guerrier durent être satisfaites dans un contexte

² Cet accord n'est pas nouveau. Avec des nuances et suivant des positions interprétatives diverses, c'est ce que soutenaient Jones (1964, 767-823) ; Finley (1982a, 160-94 y 1982b, 131-71) ; de Ste. Croix (1988, 542-86) et Alföldy (1987, 212-90). Même Brown ([1971] 1989, 46-56, 151), qui sur de nombreux aspects a encouragé une profonde rénovation des études de cette période, coïncidait sur ces grandes lignes. Whittaker et Garnsey (1998) et Marcone (1998) sont des références plus récentes. Finley mérite une mention particulière, car sans s'être débarrassé de l'idée de « décadence » de l'esclavage, il reconnaissait cependant la persistance d'esclaves successifs durant la période romaine tardive et du Haut Moyen Âge, qui dans une large mesure étaient exploités comme métayers, au même titre que les *coloni* et les paysans qui se soumettaient au *patrocinium* des patrons.

³ Cette idée fut poussée à l'extrême par les membres de la dénommée « école fiscaliste », qui ont posé une continuité inchangée de la structure de l'Antiquité tardive au moins jusqu'à l'Empire carolingien. Voir Salrach (1993) pour ses principaux arguments et Wickham (2003) pour la critique à Durlat (1990), l'un des auteurs tenants de cette ligne. Il convient de remarquer que la thèse selon laquelle les royaumes germaniques furent des répliques en miniature de l'Empire tardif est généralement plus controversée que celle posant, malgré la rupture politique (et la dislocation du système fiscal), l'existence d'un *continuum* de la structure socio-économique rurale romaine tardive à l'époque du Haut Moyen Âge. Heather (2000) et Ward-Perkins (2000a) critiquent la première, mais soutiennent dans une large mesure la seconde (au moins jusqu'au VI^e siècle). Les fondements de ces positions ne sont pas nouveaux : ils étaient présents chez Pirenne ([1935], 17-96) et même dans le marxisme soviétique, ainsi Staerman ([1952]) soutenait-elle que le mode de production féodal avait conquis l'Occident européen à l'issue de la crise du III^e siècle. L'application au cas gaulois de la thèse de la continuité de la structure socio-économique peut se retrouver par exemple chez Geary (1988, 96-103) et Lebecq (1990, 73-90). Wood (1994, 201-19) s'abstient de formuler un jugement sur les portées relatives de la grande propriété et de la terre de la paysannerie libre dans la période mérovingienne (bien qu'en pensant toujours en termes de continuité des structures héréditaires). Remarquons enfin que Wickham (2005, 42) a récemment attiré l'attention sur la réticence de l'historiographie française à étudier les aspects socio-économiques de la Gaule du Haut Moyen Âge (à l'exception d'études sub-régionales).

de réduction progressive de la base de contribution⁴. Pour beaucoup, le durcissement du système fiscal aurait indirectement contribué à approfondir les relations d'exploitation privées, soit via la législation ayant limité une série de droits des *coloni*⁵ soit en favorisant la formation de réseaux illégaux d'évasion qui soumettaient la paysannerie libre à la dépendance seigneuriale⁶.

Cette dernière question nous concerne particulièrement, l'un des objectifs de ce travail étant de revenir sur l'analyse des relations de patronage rural surgies dans la Gaule romaine du V^e siècle. Pour ce faire, nous utiliserons essentiellement deux sources documentaires, le *De gubernatione Dei* de Salvien de Marseille et quelques lettres de Sidoine Apollinaire qui témoignent de deux types de clientélisme, l'un caractérisé comme une relation d'exploitation cachée –le « *patrocinium* »– et l'autre comme un lien de réciprocité entre inégaux –le patronage « traditionnel »–. L'autre objectif, plus général et sur lequel nous ébaucherons certaines règles à développer dans des travaux ultérieurs, sera l'analyse des relations de domination entre l'aristocratie, l'État et la paysannerie aux V^e et VI^e siècles dans la région.

À notre avis, la forte crise de l'ordre politique antique engendra une coexistence de processus divergents dans les relations mentionnées précédemment. Le dénouement ne fut pas une chute généralisée des paysans dans la dépendance, ce qui suppose de réviser quelques-uns des fondements de l'argumentation historiographique actuelle. L'exploitation de l'État se heurta au durcissement de l'appareil fiscal, générant des résistances –essentiellement sous forme de fuites– qui contribuèrent à la lente formation de noyaux paysans indépendants, nourris à leur tour par les opprimés par les rentes (*coloni* et *servi fugitivi*). Le rapport entre ces noyaux et les aristocraties, affaiblies à partir de la crise de l'ordre politique qui soutenait leur pouvoir en tant que classe, concorderait ensuite avec la logique du don et du contre-don⁷. Il s'agit d'un processus de longue durée qui atteignit son plein essor au cours du VI^e siècle, non seulement avec la faillite finale de l'ordre fiscal, mais aussi l'affaiblissement des relations de dépendance en général. Ce travail mettra l'accent sur sa genèse, au V^e siècle.

⁴ Ce point est résumé par Ward-Perkins (2005, 41-8).

⁵ Jones ([1958]) et Whittaker et Garnsey (1998). Carrié (1983) a proposé de dissocier la volonté de l'État de restreindre la mobilité des *coloni* de la nature des relations entre ces paysans et les seigneurs dont ils travaillaient les terres. Il faut tenir compte de cette remarque, même si en général nous sommes d'accord avec les historiens qui posent que la loi était un outil favorisant l'aristocratie terrienne dans sa relation avec les *coloni*.

⁶ Pour une bibliographie sur cette question, voir plus loin la section "Patronage rural".

⁷ Comme l'a posé Astarita (2007, 265-7), en focalisant le cas wisigoth. À propos de la logique du don et contre-don, voir le travail classique de Mauss ([1923-4]).

La délimitation géographique du présent travail sera principalement restreinte au noyau le plus « romanisé » de la Gaule, à savoir, le territoire au sud de la Loire. Toutefois, l'analyse concernant le V^e siècle se bornera nécessairement aux sous-régions maintenues sous le plein pouvoir impérial jusqu'au seuil de sa seconde moitié ; c'est-à-dire que nous excluons le cœur des royaumes wisigoth et burgonde. Les questionnements sur le VI^e siècle, en revanche, pourront se voir étendus à toute la région sud, déjà pleinement romano-germanique. Enfin, nous avons relégué à des études ultérieures le nord gaulois dans la mesure où sa crise s'est amorcée au milieu du IV^e siècle, donnée qui présuppose une certaine spécificité face aux provinces méditerranéennes.

Cette introduction mérite une dernière précision quant à la portée de ce que nous considérons « aristocratie » et « paysannerie ». L'existence de *servi* travaillant des parcelles individuelles de terre en échange d'une rente⁸ justifie pleinement d'établir au sein de la même classe un équivalent avec les *coloni* et les paysans propriétaires (effectivement autonomes ou soumis à l'exploitation fiscale), sans que cela implique pour autant de méconnaître l'importance des distinctions juridiques. Dans les formations sociales précapitalistes les classes sociales adoptent des critères particuliers dont l'appréhension peut être rendue plus aisée grâce à un outil conceptuel tel que celui de « classe hiérarchique »⁹. Par ailleurs, c'est avec un critère semblable que nous aborderons conjointement les aristocraties laïque et ecclésiastique –en remarquant leurs différences si nécessaire– dans la mesure où ce sont leurs relations avec la paysannerie¹⁰ qui nous intéressent le plus.

2. L'impôt

L'établissement d'un système fiscal onéreux dans l'Empire romain fut la conséquence des transformations survenues au cours du III^e siècle. On avait jusqu'alors conservé de manière plus ou moins intacte les structures fiscales traditionnelles de plusieurs régions conquises –en particulier dans les provinces orientales–, tandis que dans les provinces occidentales une plus grande liberté avait été de mise pour imposer principes et pratiques. Le résultat avait été un impact géographique inégal des impôts, les provinces les plus riches étant plus fortement taxées, spécialement l'Asie et l'Afrique,

⁸ Voir la note 1.

⁹ Concept développé par Kuchenbuch et Michael (*ständliche Klasse*) (1986, 38-49) pour comprendre le mode de production féodal. Nous suivons ici le critère proposé par Astarita (2001, 30).

¹⁰ Une donnée importante à ce sujet est qu'une bonne partie des sénateurs de la Gaule ont peu à peu gonflé les rangs du clergé au cours de la période, hégémonisant au moins dans la région centre-sud les soifs épiscopales. Voir *e. g.* Morsel (2008, 36-42).

même si d'une manière générale le fisc n'exerçait pas une pression considérable sur la population durant le Principat¹¹. Néanmoins vers le Bas-Empire le volume des dépenses de l'État s'accrut. La bureaucratie civile, réduite à l'extrême durant le Principat, s'élargit de façon accélérée à partir du III^e siècle, se consolidant au siècle suivant¹². Toutefois, la principale affectation des répartitions continua à être l'armée, même si elle grandissait dans une moindre proportion que la fonction publique civile. L'augmentation du nombre d'effectifs militaires avoisina peut-être 50% aux III^e et IV^e siècles, fait qui entraîna un très fort accroissement du budget de l'État¹³. D'autre part, au cours de la période romaine tardive la source de financement presque exclusive des frais de l'État fut la perception d'impôts publics¹⁴, face à la défaillance du rôle joué par les aristocraties durant le Principat en tant que soutien des économies locales via la dépense privée¹⁵.

La réforme

La restructuration du système fiscal durant le gouvernement de Dioclétien (284-305) eut alors pour but primordial d'augmenter les revenus de l'État¹⁶. En assujettissant dans une même catégorie tous les citoyens à l'impôt, la mesure couronna de surcroît une série de transformations visant à révoquer les derniers vestiges de la distinction entre vainqueurs et vaincus. Dès lors, tous les propriétaires paieraient des impôts pour leurs terres, y compris la vieille aristocratie sénatoriale¹⁷. La réforme aboutit fondamentalement à

¹¹ Voir Garnsey et Saller (1991, chap. 2) pour une introduction à la structure fiscale du Haut Empire.

¹² Kelly (1998) ; Heather (1998). Une introduction aux caractéristiques générales de la bureaucratie du Haut-Empire dans Garnsey et Saller (1991, *ibid.*).

¹³ Lee (1998, 220) calcule que l'armée romaine passe d'une composition de 350 et 400 mille hommes durant le III^e siècle à entre 500 et 700 mille au IV^e siècle. D'autres dépenses importantes de l'État, comme la distribution gratuite de semence, ne semble pas avoir subi d'altérations.

¹⁴ Une autre source importante, bien que relativement moindre, de revenus fut l'exploitation de la *res privata* impériale. Voir Jones (1964, 412-26).

¹⁵ L'importance de l'évergétisme pour les finances municipales a notamment été remarquée par Veyne (1990, 99-118). La question posée ne prétend pas cacher le fait que les dépenses privées de type évergétique est soutenue par l'exploitation de tiers.

¹⁶ Cette série comprend en outre une réforme monétaire, la création des diocèses et l'institution des réquisitions de métaux précieux. Sur ce sujet, voir Carrié et Rousselle (1999, 192). Ces innovations font partie du cadre général de la profonde transformation de l'État impérial en une structure au pouvoir soutenu par une bureaucratie relativement coupée des aristocraties traditionnelles au cours du III^e siècle, tel que l'expose García Mac Gaw (2003).

¹⁷ Corbier (2005, 365). Rappelons qu'au cours du Haut-Empire le droit de citoyenneté s'élargit progressivement jusqu'à ce que, par un édit de 212, Caracalla l'octroie à la quasi-totalité des habitants libres de l'Empire.

l'unification du système fiscal à partir de deux impôts directs préexistants : le *tributum soli*, qui taxait la terre et le *tributum capitis* qui taxait les personnes¹⁸. C'est à partir de ceux-ci que furent créées deux unités abstraites, le *iugum* et le *caput*, pour établir les impôts d'une part sur la terre et d'autre part sur les personnes¹⁹.

Le *iugum* était une unité d'imposition appliquée dans tout l'Empire afin de pouvoir convertir les différentes unités locales de mesure de superficie²⁰. Par ailleurs, la quantité de *iuga* adjugée à une propriété territoriale déterminée variait en fonction de l'usage et de la qualité de la terre. Cela supposait ainsi que parmi des parcelles de même superficie celle de meilleure qualité payait plus de *iuga*. Ce système constituait un progrès vers une plus grande rationalisation administrative, car en évaluant toutes les propriétés individuelles de la même manière, on pouvait obtenir par additions successives la valeur fiscale de chaque circonscription et de tout l'Empire²¹.

Des divergences considérables partagent les historiens quant à la manière d'établir l'impôt personnel –et même la signification du terme « *caput* ». Ne pouvant pas approfondir ici la discussion sur cette thématique, nous suivrons simplement l'interprétation qui paraît la plus convaincante, selon laquelle le *caput* était, de même que le *iugum*, une unité fiscale de valeur variable²². Malgré l'existence de variations

¹⁸ Goffart (1974, 9-11 et 14-21). Durant le Haut-Empire, le *tributum soli* et le *tributum capitis* perçus dans les provinces n'étaient pas des impôts impériaux directs. L'État central ne faisait qu'assigner aux différents gouvernements locaux un montant déterminé à payer comme contribution, en leur laissant une marge de liberté quant à la manière d'atteindre la somme exigée. En fonction de leurs nécessités de perception, les localités étaient celles qui fixaient le montant des impôts et leur assiette personnelle.

¹⁹ Dans quelques régions le *iugum* recevait le nom de *caput*, ce qui engendre une complication pour l'interprétation de ce terme selon le contexte. Sur ce sujet, voir Corbier (2005, 377-9).

²⁰ e. g. *arura* en Égypte, *millena* en Italia, *centuria* en Afrique.

²¹ Les préfets du prétoire divisaient le total du montant fiscal requis entre les diverses unités fiscales dont ils obtenaient des contributions. L'unité administrative de perception continuait à être la *civitas*, avec sa curie comme responsable du versement à l'État central. Au sujet de ces réformes, on peut consulter les travaux de Jones (1964, 450-3) ; Corbier (2005, 377-80) ; Durliat (1990, 16-9) et Goffart (1974, 33-4).

²² Durliat (1990, 22-3. Corbier (2005, 379) pose que le *caput* pourrait avoir été une unité constante, ce qui présupposerait que les contribuables payaient des quantités variables de *capita* dans la mesure où ce qu'exigeait l'État de la juridiction dans laquelle ils étaient inscrits subissait une modification. Ceci contraste avec les données disponibles, témoins du fait que les cadastres ne furent pas systématiquement révisés, même si à l'évidence l'information d'une exonération de 7000 *caput* accordée par Constantin en 311 ou 312 (*Pan. Lat.* V (VIII)) joue en faveur de cette idée. De toute façon, l'hypothèse de Durliat selon laquelle c'est la valeur du *caput* qui variait et non la quantité de *capita* assignés aux différentes juridictions s'avère plus convaincante, car ce dernier élément facilitait le calcul final des impôts, et surtout, imitait l'opération mise en place pour le *iugum*.

régionales²³, il semble qu'en général les hommes comptaient pour un *caput*, alors que les femmes devaient en payer un demi.

En conséquence, toute la population adulte de l'Empire payait la *capitatio*, terme utilisé aussi bien pour désigner le calcul du nombre de *capita* que le total dû par un contribuable. Dès le début du IV^e siècle, s'est ainsi imposée la pratique d'appliquer le *iugum* et le *caput* à des fins fiscales dans la plus grande partie de l'Empire²⁴.

Supposons la situation fiscale d'une famille paysanne imaginaire afin non seulement d'éclairer le cadre décrit, mais aussi de nous faire une idée de la situation spécifique de ce segment social. L'unité domestique fictive comportera dix hectares exploités par le propriétaire, sa femme et leurs deux enfants en âge imposable. Lors du recensement, la *civitas* dans la juridiction de laquelle est inscrit l'immeuble a établi que les membres de la famille ont été imposés avec 2,5 *capita* en concept d'impôts personnels et que la propriété était taxée avec 7 *iuga* en concept d'impôts sur la terre. À partir de là, le montant versé par le foyer a varié en fonction de la somme totale que l'État central exigeait annuellement de la ville en question. C'est-à-dire que notre famille imaginaire a payé des montants variables de *capita* et de *iuga* pour une assignation inchangée tant que n'a pas eu lieu de recensement modifiant la quantité de *iuga* conformément à l'usage, la qualité et la dimension de la propriété, et des *capita* en fonction des caractéristiques de ses membres.

La fiction nous a permis d'introduire un aspect central du nouveau système fiscal. Afin d'éviter des injustices, une révision régulière des registres où étaient inscrits les citoyens et les propriétés était indispensable. Dans le cas des paysans propriétaires, il faut tenir compte du fait qu'ils dépendaient des risques constants inhérents à une production agraire précapitaliste et faisant varier leur productivité en fonction du cycle vital familial²⁵. De sorte que le cadastre construisait une réalité statique à partir d'une situation profondément dynamique. Au cours du gouvernement de Dioclétien des révisions eurent lieu et des recensements furent effectués, mais *a posteriori*, il n'y eut aucune reconsidération systématique des valeurs des terres ou de la quantité de population. Seules quelques modifications se produisirent au niveau local, parfois à partir de demandes ponctuelles sollicitées par certaines juridictions, voire par des particuliers²⁶.

²³ Dans quelques provinces les femmes n'étaient pas imposées ; dans d'autres même les animaux étaient pris en compte.

²⁴ Jones (1964, 453).

²⁵ Nous renvoyons au travail de Chayanov ([1925]) sur le cycle de vie paysan.

²⁶ Jones (1964, 454-5) ; Durliat, (1990, 16). Le maintien des recensements d'origine avait pour conséquence le fait que les villages ou les propriétés, selon la région, payaient une quantité déterminée d'impôts personnels abstraction faite des fluctuations de leur population. Par ailleurs, il semble que lorsqu'une

C'est pourquoi évaluer le poids de l'impôt sur les petits propriétaires impose de tenir compte de ces décalages potentiels, pouvant s'avérer décisifs pour les paysans, entre le registre et ce qui était recensé.

Le poids général de l'impôt

Quelques données disponibles nous permettent de construire une idée approximative du poids de l'impôt sur les contribuables vers la fin de l'Empire²⁷. Il convient de souligner que le manque de sources contraint à une analyse de type impressionniste.

En premier lieu, il faut établir la différence entre l'impôt sur la propriété et l'impôt personnel. À partir de l'étude de la documentation égyptienne, Jean Durliat a estimé que le montant des impôts personnels dû par une famille paysanne ayant des attributs semblables à celle de notre invention était beaucoup plus faible que le total qu'elle devait payer en impôts sur la propriété de la terre, probablement un vingtième²⁸. En général le calcul réalisé par l'Empire ne varie guère : pour un foyer semblable à celui décrit les impôts sur les personnes furent probablement réduits à entre 2 et 5% de ce qui était dû à l'État. En conséquence, un *colonus* sans terres était obligé de payer au fisc des montants très nettement inférieurs auxquels était contraint un paysan propriétaire²⁹.

Pour sa part, Chris Wickham s'appuie sur deux sources du milieu du VI^e siècle pour soutenir que durant la période romaine tardive l'impôt territorial était élevé : un registre d'Antinopolis (Égypte) de c. 540 et une cession d'État à l'église de Ravenne de c. 555, tous deux domaines de l'Empire romain d'Orient³⁰. À partir de ces données, il suggère que l'impôt correspondait à un quart ou un tiers de la production des paysans, les exigences de rente étant relativement analogues. Bien que conscient des carences de la documentation disponible, Wickham considère ces taxes fiscales comme représentatives de la réalité générale de l'Empire, tout du moins à partir de 400³¹.

---

réclamation était faite parce que certaines terres avaient cessé d'être cultivées, la politique de l'État consistait à redistribuer le total parmi celles qui continuaient à être productives. Il va sans dire que sur ce point la politique jouait un rôle décisif.

²⁷ Dorénavant nous reprenons partiellement l'analyse réalisée par Sarachu (2008).

²⁸ (1990, 22-3).

²⁹ Une autre question était celle de savoir si le propriétaire de la terre travaillée par ce *colonus* imposait à celui-ci un niveau de rente tel lui permettant de couvrir le paiement de l'impôt sur cette propriété, ce qui est probable à condition que le propriétaire terrien n'ait pas pu détourner ou obtenir une réduction d'impôts.

³⁰ (2005, 64-66).

³¹ Il en va autrement des rentes, dont les montants étaient certainement nettement plus variés. Il convient de préciser que dans l'analyse de la situation de l'église de Ravenne, Wickham pose pour acquis que les

À notre avis, il convient de rester prudent vis-à-vis des inférences pouvant s'établir à partir des sources analysées par ces historiens. Les fluctuations spatio-temporelles, voire au niveau micro-régional et sur des périodes brèves, ont dû être considérables. Néanmoins, les témoignages analysés semblent illustrer des traits structuraux du système mis en évidence dans des sources moins rigoureuses que nous aborderons par la suite. En termes généraux, le système fiscal romain tardif fut donc largement oppressif.

Évasion fiscale et corruption

L'analyse de quelques lois et des écrits d'Ammien Marcellin et de Salvien de Marseille permettra de mieux évaluer l'impact des impôts ainsi que la portée de leur évasion et les possibilités d'appel des citoyens face à l'État. Ammien et Salvien sont des auteurs qui doivent être soigneusement étudiés étant donné le dramatisme dont ils ont teint leur critique envers la manière de conduire les affaires publiques de leur temps, en cherchant à dresser un tableau social décadent³². La corruption que tous deux dénonçaient n'a pas conduit l'État à son déclin comme l'a prétendu une certaine historiographie³³. Néanmoins, ils permettent d'apprécier l'inflexibilité et l'injustice que pouvait atteindre le système fiscal, portant particulièrement préjudice aux secteurs les plus vulnérables. N'évoquant pas de manière directe comment était la réalité, mais

---

coloni étaient les responsables du paiement des rentes aussi bien que des impôts. Bien que logique pour la totalité, ce raisonnement pourrait ne pas l'être au niveau cellulaire du foyer paysan. Pour être plus clairs, le propriétaire terrien –propriétaire légal des terres– pouvait éventuellement recourir à d'autres sources de revenus pour faire face aux impôts d'une parcelle occupée par un *colonus*.

³² Ammien Marcellin posait par exemple que ceux qui exerçaient une influence sur la Cour de Constance l'utilisaient pour s'enrichir sur le dos des biens de leurs voisins (16.8.11-13) et que les amis et parents de Valens étaient plus préoccupés de leurs intérêts que de leur honnêteté (30.4.1-2). Pour sa part, Salvien soutenait que l'Empire mourait peu à peu, étranglé par les impôts comme s'il s'était agi de mains de bandits (*De gubernatione Dei*, 4.6.30).

³³ e. g. Frank (1972), qui analyse les dires de l'historien romain tardif en les assimilant à ceux que poserait Salvien un demi-siècle plus tard. Cet auteur reprend les interprétations de S. Dill et N. D. Fustel de Coulanges, suivies de F. Lot et E. Stein, qui centrent l'explication de la chute de l'Empire romain sur l'apparition d'une aristocratie « féodale » commettant des opérations d'évasion fiscale en connivence avec la bureaucratie, et faisant pour victimes les *curiales* et les classes inférieures, d'une part, et le gouvernement central d'autre part. Alföldy (1987) pose à peu près la même idée en évitant de qualifier les aristocraties romaines tardives de féodales. Un autre travail se chargera d'aborder une critique exhaustive de cette thèse, mais pour l'heure nous retenons les développements récemment exposés par Wickham (2005, 56-150) autour de la continuité de l'appareil fiscal jusqu'à la fin même de l'Empire. Moins emphatique que cet auteur, nous nous accordons sur le fait que la chute de l'État impérial ne saurait s'expliquer en faisant appel à une révolte fiscale systématique qui se serait amorcée 150 ou 200 ans auparavant.

comment l'État prétendait qu'elle fût, les lois enferment également une certaine difficulté d'analyse. De toute façon, leur richesse informative ne doit pas être sous-estimée³⁴.

Plusieurs passages des *Res Gestae* d'Ammien Marcellin sont consacrés au récit de manœuvres de corruption réalisées par de hauts fonctionnaires civils et militaires –parfois en connivence avec des personnages riches– qui consistaient dans l'enrichissement personnel par le biais de l'appareil d'État³⁵. Ces cas ne furent certainement pas rares dans un Empire où le contrôle de l'empereur sur tous ses fonctionnaires était difficile à exercer³⁶. Les lois elles-mêmes reconnaissaient l'existence de corruption³⁷. Pour Salvien de Marseille la fonction publique –dans toute sa hiérarchie– n'était que pillage et confiscation de propriétés, même si l'archétype de la corruption était à son avis le *curiale*, un tyran dévastant villes et villages, dont seuls les plus puissants demeuraient à l'abri³⁸. Certes il serait ingénu d'interpréter littéralement ces diatribes, néanmoins elles permettent sans aucun doute de constater qu'un certain degré de corruption était monnaie courante³⁹.

Une modalité particulière de corruption prit la forme de pratiques d'évasion qui eurent, à leur tour, des conséquences indirectes sur la pression fiscale. Ceci ne veut pas dire que la révolte fiscale présuppose nécessairement la corruption publique. Certains personnages semblent avoir été à même de faire face aux receveurs d'impôts

³⁴ Matthews (2001) développe les complexités du *Codex Theodosianus* comme source historique.

³⁵ 16.8.11-3; 27.7.1-2; 27.11; 30.4.1-2.

³⁶ Sur les limites du pouvoir central, voir Kelly (1998, 157-162). Pour le domaine strictement fiscal, le préfet du prétoire, par exemple, pouvait arriver à avoir une certaine liberté pour déterminer le montant à percevoir. C'est du moins ce qui paraît se dégager du refus de Julien d'approuver une demande de superindiction présentée par le préfet de la Gaule, que celui-ci semble avoir interprétée comme une offense personnelle (Ammien Marcellin, 17.3.2-5). Frank (1972) exagère le ton, en exposant que les préfets agissaient pratiquement sans contrôle impérial; cf. Kelly (1998).

³⁷ *Codex Theodosianus*, 7.4.1 (l'an 325) et 7.4.12 (l'an 364); *Novellae Valentiniani*, 1.3 (l'an 450).

³⁸ *De gubernatione Dei*, 4.4.20-1; 5.4.17-8.

³⁹ Il nous faut être prudent au moment d'examiner les possibilités d'appel légal des secteurs inférieurs face à l'État, d'autant que bien souvent les fonctionnaires auxquels ils devaient recourir étaient ceux-là mêmes dont ils voulaient se protéger ou étaient en relation avec eux. Avec Gratien, par exemple, il fut déterminé que les *défenseurs* institués par Valentinien, devant protéger les citoyens, avaient été nommés par les conseillers municipaux, ce qui signifiait que le pouvoir retombait sur l'aristocratie locale, qui n'était autre que le groupe que les *défenseurs* devaient prétendument contrôler. Par conséquent, si des abus fiscaux existaient, ces fonctionnaires seraient difficilement venus en aide à quelque victime de dommage ne faisant pas partie de l'aristocratie ou de son entourage –*coloni*, clients, etc.– (*Codex Theodosianus*, 1.29.1-5, des années 368-373 et 1.29.6, de l'année 387). Frank, (1972, 76-7), considère également que les abus fiscaux étaient courants. Quant à la corruption, il n'est pas dans notre intention de caractériser l'État romain tardif comme un appareil singulièrement corrompu par rapport à d'autres. Un degré élevé de corruption est probablement inévitable dans tout État organisé en fonction de l'extraction de contributions.

sans la nécessité d'établir une connivence avec les fonctionnaires publics, de manière à ne pas payer et à éviter la collecte à d'autres. L'apparition de milices privées pourrait être un indice en ce sens dans la Gaule de la fin de l'Empire, cadre spatio-temporel de notre étude⁴⁰. De toute façon, les pratiques les plus fréquentes d'évasion ont sûrement impliqué quelque type de connexion avec la sphère publique tant que le système fiscal s'est maintenu relativement fort.

La section « *De patrociniis vicorum* » du *Codex Theodosianus* rassemble une série de dispositions légales condamnant les pratiques clientélaires qui visaient à protéger des paysans contre la collecte d'impôts⁴¹. Il est frappant que les lois reconnaissent que cette protection provenait parfois de la bureaucratie impériale elle-même⁴² et, bien qu'il n'y soit pas fait référence, il est probable que nombre des patrons qui n'étaient pas fonctionnaires avaient des connexions avec l'État afin de pouvoir rendre effective l'évasion. Selon Salvien, cela semble avoir été le cas de la protection que de nombreux puissants de la Gaule de c. 440 offraient aux paysans contre la perception d'impôts. Ces manœuvres pouvaient alternativement porter préjudice au fisc⁴³, au reste des contribuables –lesquels devaient assumer les obligations des fraudeurs fiscaux⁴⁴– ou en dernier lieu au *curiale*, responsable du paiement du montant total dans sa juridiction, qu'il soit collecté ou non⁴⁵. Finalement, un autre type de manœuvre d'évasion était le retard dans le paiement dans l'espoir probable d'une réduction ultérieure voire de l'obtention d'une immunité fiscale. Dans ce cas, la connivence avec des membres du pouvoir public était également d'une importance fondamentale⁴⁶.

L'impôt en Gaule (406-476)

La conjoncture de la Gaule allant des invasions germaniques de 406 jusqu'à la chute de l'Empire doit être analysée sans négliger ces caractéristiques structurelles du système fiscal. Cela dit, il faut commencer le développement en soulignant les conséquences sociales des conflits militaires. Les guerres ayant éclaté à partir de cette date ont dû affecter sérieusement une partie de la production agraire, portant fort certainement

⁴⁰ Voir *infra* sur les milices privées.

⁴¹ II.24.1-6 (années 360-415).

⁴² II.24.1 (l'an 360) ; II.24.4 (l'an 399).

⁴³ *Codex Theodosianus*, II.24.2 (l'an 368).

⁴⁴ Tel qu'exposé dans le *Codex Theodosianus*, II.24.1.

⁴⁵ Parmi d'autres devoirs qui furent établis dans les 192 constitutions du *Codex Theodosianus*, 12.1, promulguées de Constantin à Théodose II.

⁴⁶ Salvien de Marseille, *De gubernatione Dei*, 4.6.30-1 (immunités) ; 5.8.34-6 (exonérations et réductions fiscales) ; 5.7.27-32 (connivence entre fonctionnaires publics et puissants).

préjudice en particulier aux petits paysans⁴⁷. En Italie, le passage de l'armée d'Alaric au début du V^e siècle força l'Empire à décréter une énorme réduction d'impôts⁴⁸. Plusieurs décennies plus tard, dans la Gaule de c. 470, Sidoine Apollinaire louait la munificence publique de Patient, évêque de Lyon, qui avait financé la distribution de nourriture à la population affamée de secteurs de la Gaule dont les terres avaient été dévastées à la suite d'une série d'incursions des Goths⁴⁹. Durant toute cette période, les frais de défense⁵⁰ s'accrurent tandis que les territoires provinciaux se perdaient face aux Germains ou sous l'impulsion de secteurs qui prétendaient ne plus faire partie de l'ordre impérial. La conséquence logique fut l'augmentation des obligations des contribuables, car de plus lourds impôts étaient exigés d'une base de perception réduite. Le processus fut lent, mais la pression dut grandir sensiblement suite à la perte des revenus africains après la conquête de Carthage par les Vandales en 439⁵¹. Dans le préambule aux lois établissant de nouveaux impôts en 444, Valentinien III reconnaissait l'urgence d'imposer des charges supplémentaires, en la fondant sur les nécessités militaires⁵².

L'image oppressive que présente Salvien de Marseille du système fiscal, forgée vers ces années-là, acquiert donc un fond de vraisemblance. Pour le presbytre, les victimes de ce régime n'étaient autres que les pauvres, les contribuables de moindres ressources. Ils étaient les principales victimes des *curiales*, et non les plus puissants, qui disposaient de moyens pour se protéger. Les charges pouvaient arriver à être accablantes au point de forcer à la fuite ou à la recherche de protection⁵³. C'est sur ce sujet que ce centrera la suite de notre analyse.

⁴⁷ Sur la vulnérabilité de l'économie paysanne dans l'Antiquité, voir notamment Garnsey ([1988]).

⁴⁸ *Codex Theodosianus*, 11.28.7, 12. Bien entendu, les nécessités fiscales de l'État ne disparurent pas, aussi le reste des contribuables dut-il prendre en charge collectivement la diminution de la perception en Italie. Durant ces années, Orose, (*Historiae adversus paganos*, 7.41.7) disait depuis Hispania que les Romains préféraient vivre sous l'occupation que de payer les impôts publics.

⁴⁹ *Epistulae*, 6.12.

⁵⁰ En réalité, nous devrions faire remonter le début de la conjoncture d'augmentation de la dépense militaire à la bataille d'Andrinople de l'an 378, qui déclencha la spirale de conflits entre Romains et Barbares. C'est à partir de là que le rythme de recrutement s'accéléra, non seulement parce qu'il fut nécessaire de présenter des effectifs plus nombreux sur les fronts de bataille, mais aussi parce que le prolongement de la guerre multiplia les pertes. Sur cette question, voir Heather (2005). Enfin, il faut ajouter que les besoins militaires ne provenaient pas que du front « externe », mais aussi du front « interne », constitué d'usurpateurs et de rebelles.

⁵¹ Tel que l'expose Ward-Perkins (2005, 43).

⁵² *Novellae Valentiniani*, 15.1.

⁵³ *De gubernatione Dei*, 5.4.17-18 et 5.7.28. Salvien consacre une bonne partie des livres 4, 5 et 7 à la description de la vie entre les Barbares et les Bagaudes. C'est vers eux qu'auraient fui non seulement les pauvres, mais aussi certains secteurs de la basse aristocratie.

3. Patronage rural

Ce qui vient d'être exposé à propos de la fiscalité romaine tardive –et de la Gaule en particulier– justifie la hiérarchisation accordée à la dimension étatique pour la compréhension du *patrocinium* rural décrit par Salvien dans le *De gubernatione Dei*, son traité moralisateur. Ceci pourrait être envisagé comme une question évidente, dans la mesure où le presbytre associe explicitement la protection à l'évasion fiscale. Néanmoins, tous les historiens ayant analysé le problème ne semblent pas avoir considéré les profondes implications que cette réalité entraîna pour la structuration et la dynamique des *patrocinia*. Quelques-uns paraissent même minimiser le rôle joué par l'État romain tardif par le biais de l'extraction d'excédent dans l'apparition même du phénomène, en emphasiant la continuité de formes antérieures de patronage⁵⁴.

Ces dernières seraient inhérentes à la définition courante de clientélisme fournie par les sciences sociales : un lien relativement réciproque et volontaire entre des personnes de richesse, de pouvoir ou de *status* inégaux. Dans ce type de relation, le patron se trouve à même de pouvoir fournir des biens ou des services dont le client a besoin, mais non d'imposer unilatéralement sa volonté⁵⁵. La logique est celle du don et du contre-don, les deux parties devant parvenir à un accord qui maintienne un échange somme toute égalitaire. Bien entendu, la dynamique sociale n'empêche pas la relation de se dénaturer et devenir une relation d'exploitation si le patron réussit à s'imposer au client⁵⁶. James Scott a proposé de situer le phénomène étudié dans un *continuum*

⁵⁴ Pour Garnsey et Wolf (1989) le *patrocinium* romain tardif fit partie d'un phénomène de plus longue durée, inscrit dans une société traversée par des relations clientélaires. La nouveauté de la période résiderait dans l'apparition d'une plus forte concurrence entre patrons, due au surgissement d'un conflit entre les *curiales* et les membres actifs ou retirés de la bureaucratie centrale. Les pauvres auraient alors eu la possibilité de choisir entre le patronage des uns ou des autres. En ce sens, les sources mettraient en évidence un accroissement de l'offre de patrons. Même si cette thèse repose sur le présupposé discutable selon lequel les acteurs sociaux de l'Antiquité –en particulier les paysans– choisissaient librement les relations qu'ils établissaient entre eux, de manière analogue à l'interaction des facteurs économiques dans un marché moderne, il faut dire que cela pourrait être plausible pour interpréter la dénonciation que fait Libanios de la protection accordée par des chefs militaires à leurs propres *coloni* dans la Syrie de la fin du IV^e siècle. Voir Carrié (1976) sur le patronage oriental. Mais il n'est en aucune façon acceptable pour comprendre le patronage rural de la Gaule du V^e siècle. L'idée d'un accroissement de l'« offre » de patrons et de la possibilité de choisir pour les uns ou pour les autres, conduirait à penser que les paysans étaient en condition de négocier favorablement les termes de la relation. Ceci ne s'accorde en rien avec le témoignage de Salvien et le contexte historique, et mésestime par ailleurs l'importance acquise par la levée d'impôts comme mécanisme oppresseur du paysannat.

⁵⁵ Voir *e. g.* Gellner (1985); Wolf (1980).

⁵⁶ Garnsey ([1998], 90).

qui irait des liens personnels entre égaux jusqu'aux liens purement coercitifs⁵⁷. À notre avis, cette définition conduit à minimiser le saut qualitatif qu'implique le passage d'une différenciation de *status* à celle de classe –permise par l'appropriation d'excédent–, en confondant clientélisme et exploitation dans un même lien ayant autant de nuances que de cas pouvant exister.

Certes, et bien que difficile à vérifier pour la Gaule romaine tardive, on peut soutenir l'hypothèse d'un certain degré de continuité dans la présence de liens de patronage traditionnels parmi des secteurs paysans les plus aisés et des aristocrates⁵⁸. Les *patrocinium* dont parle Salvien constituent, par contre, un phénomène différent et répondant à une autre dynamique ; un nouveau processus dans lequel l'État tributaire joua un rôle primordial.

Le témoignage de Salvien

Il convient par conséquent de se demander ce qui est effectivement dit dans le *De gubernatione Dei* à propos de ces *patrocinia*. Salvien signale que de nombreux pauvres, contraints par les charges fiscales, n'avaient pas d'autre alternative que de se placer sous la protection et l'attention des puissants. Ils passaient ainsi dans leurs juridictions et en devenaient les captifs. Sans aucun doute il s'agissait, d'une part, de petits paysans propriétaires, d'autre part de membres de l'aristocratie laïque. Cet arrangement, dit Salvien, consistait dans la cession par les paysans du droit à l'héritage sur leurs propriétés en faveur de patrons, en échange de la promesse d'une aide, qui bien souvent n'était pas fournie. Le tableau final était l'augmentation des propriétés des protecteurs et la mendicité des protégés, nombre desquels devait continuer à payer des impôts comme s'ils conservaient leurs propriétés⁵⁹.

⁵⁷ Scott (1985).

⁵⁸ La continuité des relations de patronage tout au long de la période de la Gaule romaine sont soutenues avec différentes nuances par Drinkwater (1989) et Van Dam (1985, 25-26). Pour ce dernier, les liens de patronage entre les leaders locaux et les secteurs populaires furent une constante qui remonterait même à la période préromaine. C'est aussi ce que semble poser Drinkwater, qui cependant critique l'idée de Van Dam d'une continuité linéaire des leaderships aristocratiques, en insistant par contre sur les ruptures marquées par la disparition de certaines familles et l'émergence d'autres. Finalement, tandis que Van Dam considère que Salvien ne fait référence à aucun phénomène nouveau –mais critique en tout cas quelques aristocrates pour ne pas avoir offert la sécurité due à leurs protégés–, Drinkwater soutient qu'il y eut un changement vers le Bas-Empire dans le sens d'une *intensification* du phénomène du patronage.

⁵⁹ *De gubernatione Dei*, 5.8.37-43. Nous avons plus largement développé cette question dans Sarachu (2009).

Une parenthèse s'avère nécessaire afin de signaler que cela n'a supposé ni la disparition du petit paysannat propriétaire, ni l'effondrement du système fiscal en Gaule, Salvien nous relatant ainsi un processus en pleine application. D'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, l'univers du paysannat indépendant s'est nourri de rebelles et de fugitifs. La collecte d'impôts semble avoir perduré jusque dans les dernières années du gouvernement impérial dans la région, à en juger par ce que l'on peut déduire de certaines lettres de Sidoine Apollinaire, et même ultérieurement, bien que beaucoup plus faiblement. En ce sens, nous nous éloignons de ceux qui voient une décadence inexorable de l'appareil étatique presque dès les réformes de Dioclétien, en remarquant en même temps qu'à partir de la génération antérieure à la chute de l'Empire le système fiscal se heurta à des difficultés grandissantes pour fonctionner⁶⁰.

Salvien nous renseigne en outre sur le caractère de la relation qui s'établit par le biais de ces *patrocinia*. Un passage de son œuvre s'avère d'un grand intérêt en la matière. L'auteur y expose que seuls *quelques-uns* des protégés devenaient des *coloni*, ceux qui avaient cherché conseil par nécessité ou simplement ceux qui l'avaient reçu⁶¹. Cette situation apparemment avantageuse contraste avec ce qui est exposé ensuite, alors qu'elle semblerait suggérer que ces protégés, poussés par la terreur des ennemis –c'est-à-dire, par les percepteurs d'impôts–, fuyaient vers les *castella*⁶² pour se soumettre au vil joug de la servitude, étant reçus comme des étrangers dans les terres des riches et pris comme partie de leur propriété. Salvien va jusqu'à affirmer qu'ils se transformaient ainsi en esclaves, de la même manière que Circé avait transformé les hommes en bêtes⁶³. Pour

⁶⁰ Sidoine Apollinaire, *Epistulae*, 2.1; 5.7; 7.12; 8.8, qui date environ de la décennie de 470. Nous reconnaissons que nous entrons ici dans le domaine spéculatif, mais les lois de Valentinien pourraient être lues comme un indice des problèmes qui se succédèrent à partir de la perte de l'Afrique. Il nous faut également ajouter que dans le cas de la Gaule, la chute du système fiscal ne s'est pas présentée de manière abrupte ni simultanément à la fin de l'Empire. Les rois mérovingiens ont maintenu l'appareil étatique en fonctionnement durant un laps de temps considérable, en particulier dans le centre sud de la Gaule, même si les impôts semblent avoir été nettement inférieurs à ceux de l'époque romaine tardive et diminuèrent peu à peu au cours du VI^e siècle, comme l'établit Wickham (2005, 80-124). Césaire d'Arles, *Sermones*, 34.3 et Grégoire de Tours, *Historiarum libri X*, 5.28, 34; 6.22. 28; 9.30; 10.7, rendent compte de la survivance de la collecte d'impôts durant cette centurie.

⁶¹ *De gubernatione Dei*, 5.8.44. Nous modifions légèrement ce qui a été soutenu dans Sarachu (2009) où l'on exposait d'une manière catégorique que le sort inexorable des « protégés » avait été de devenir des *coloni* sans propriétés.

⁶² Nous savons que nombre des propriétés rurales des grands propriétaires terriens s'étaient fortifiées vers la fin du IV^e siècle et durant la centurie suivante. Rendent compte de cela Ausone, *Mosela*, 8.283-8 et Sidoine Apollinaire, *Carmina*, 22. Voir également Percival (1992).

⁶³ *De gubernatione Dei*, 5.8.44-9.45.

Charles R. Whittaker⁶⁴, Salvien nous parlerait dans ce passage d'un type particulier de colonat, d'une dépendance plus liée au service personnel qu'à la terre et pour lequel une contribution⁶⁵ était versée. En réalité, cette interprétation pourrait être appropriée pour penser le sort des segments paysans les plus désespérés, mais non pour ceux qui, selon le presbytre, avaient été conseillés.

Le patronage traditionnel

Une fraction de ceux qui se plaçaient au service d'un seigneur n'étaient peut être pas précisément le type de paysans désespérés par les impôts. Même des secteurs de la basse aristocratie ont pu recourir à cette solution⁶⁶. Ceci aiderait à expliquer ce qui autrement constituerait un non-sens de la part de Salvien⁶⁷. Cette fraction pourrait ne pas être composée de ceux qui se soumettaient à une dépendance personnelle, mais de paysans relativement accommodés qui établissaient des relations d'une certaine réciprocité avec les patrons, à travers lesquelles ils recevaient la protection contre les percepteurs d'impôts en échange de services à titre gracieux, d'une prestation militaire ou encore du versement d'une rente symbolique. Même ce qui s'apparentait à une perte de la propriété de la terre pouvait n'être qu'une simple manœuvre légale pour frauder le fisc⁶⁸.

⁶⁴ (1993, 113).

⁶⁵ La relation juridique de colonat comme bail d'une propriété agraire entre deux hommes libres fut définie bien avant la période étudiée. Nous ne pouvons pas analyser ici en détail la question fort complexe de l'évolution de ces liens vers l'époque romaine tardive, ni celle des changements dans la législation du *status* du *colonus*. Nous témoignons simplement de l'existence de diverses positions historiographiques sur le sujet, comme celle de Jones ([1958]) ; Carrié (1983) et Wickham (2005, 519-25).

⁶⁶ Parmi les désespérés fuyant vers les Barbares Salvien incluait des personnes d'ascendance illustre et d'éducation libérale (*De gubernatione Dei*, 5.5.21).

⁶⁷ Contre l'interprétation traditionnelle voulant voir dans ce passage une attitude sarcastique de la part de Salvien, Cam Grey (2006, 179-82) suggère qu'il s'agirait plutôt de la désapprobation de certains procédés pratiqués par de petits paysans relativement accommodés, basée sur des attitudes aristocratiques traditionnelles envers le travail banausique et la dépendance personnelle. Cette lecture concorde avec l'hypothèse selon laquelle le *patrocinium* rural dont il est fait mention au long du *De gubernatione Dei* supposait une série de « stratégies » que les paysans plus ou moins accommodés adoptaient afin de gérer le risque. À notre avis, les *pauperes* dont parle Salvien étaient pour la plupart –mais non dans tous les cas– de petits paysans dans une situation de risque beaucoup plus contraignante que ne le suppose Grey et qui leur permettait difficilement de déployer des « stratégies » d'action.

⁶⁸ Grey (2006, 178-9) établit un rapport entre la pratique dénoncée par Salvien et les évidences de sources de la période parlant de transfert frauduleux de propriétés en vue d'échapper aux obligations fiscales (*Codex Theodosianus*, 12.1.33, l'an 342). De toute façon, l'existence de ce type de ruses ne va pas à l'encontre du transfert effectif de propriété concernant dans la plupart des cas des paysans désespérés.

Nous disposons d'autres indices signalant l'existence d'une clientèle plus accommodée. Dans l'une de ses épîtres, Sidoine Apollinaire évoque comment une esclave de sa propriété maintenait une relation de concubinat non consentie par lui-même avec un *colonus* d'un dénommé Prudence. Après avoir libéré son esclave, Sidoine exigeait de Prudence qu'il élève le *status* d'origine de celui qui était sous sa dépendance –également décrit comme *tributarius* et *inquilinus*– à celui de client, cessant ainsi d'être son *dominus* pour devenir son *patronus*⁶⁹. La lettre révèle deux questions significatives : d'une part, qu'il existait entre Prudence et son *colonus* une relation de dépendance personnelle, mise en évidence par l'utilisation même du terme *dominus* (maître), mais aussi par le fait que c'était à celui-ci seulement qu'il revenait d'élever le *status* de son *colonus* ; et d'autre part, que la relation patron-client était considérée d'une nature clairement différente de la relation antérieure, car un *patronus* ne pouvait en aucun cas être *dominus* d'un *cliens*.

De façon similaire, dans la description qu'il réalise du style de vie d'un dénommé Vectius auquel il a récemment rendu visite, Sidoine distingue clairement ses *servi* –de la ville et de ses terres– de ses hôtes et *clients* qui s'assoient à sa table. À cette dernière place, dit-il, règne l'*humanitas* et la sobriété⁷⁰. En excluant les hôtes, il est clair que l'invitation met en rapport des sujets de *status* inégal. Bien que ne soit pas expressément indiqué en quoi consistait le service de ces clients –ni celui du patron–, la description même de Sidoine semble évoquer un acte de déférence : en assistant à la table du patron, les clients accomplissaient probablement un rituel analogue à celui mieux documenté de la *salutatio* de l'époque républicaine tardive et du Haut Empire⁷¹.

Outre la déférence, il est possible que parfois, et surtout vers la fin de l'Empire, certains liens entre patrons et clients relativement accommodés aient impliqué le service militaire⁷². Dans une lettre de l'an 474 à son beau-frère Ecdicius, Sidoine rappelle comment quelque temps auparavant celui-ci avait défendu Clermont-Ferrand des ennemis, d'abord avec une petite compagnie à lui de seulement dix-huit hommes puis

⁶⁹ 5.19. Il est intéressant que l'un des termes utilisés par Sidoine pour qualifier ce *colonus* soit justement celui de *tributarius*, catégorie qui pour Whittaker (1993, 113) renvoie à des paysans tombés dans la dépendance personnelle.

⁷⁰ *Epistulae*, 4.9.

⁷¹ Saller (1982, 128-9).

⁷² Ce type de clientélisme semble avoir existé dans la Gaule préromaine, tel que le suggère Drinkwater (1989, 189-91).

en recrutant une armée digne de la force publique⁷³. Au cours du V^e siècle, le désintérêt ou l'impossibilité du gouvernement central de présenter des forces militaires sur les scènes de conflit contraignit de nombreuses régions à l'autodéfense. Outre la Gaule, on peut constater l'apparition de milices locales en Bretagne dès 410 et en Norique dès 460 environ. En Hispania nous savons qu'il y eut des recrutements d'esclaves effectués par deux aristocrates contre l'usurpateur Constantin III⁷⁴. Ce qui ne doit pas nous mener à supposer que la défense retombait essentiellement aux mains des habitants locaux, cas qui paraît n'avoir existé qu'en Bretagne. Dans le reste des régions occidentales ce sont les troupes barbares fédérées et les armées régulières⁷⁵ qui assumèrent ce rôle. De toute façon, l'apparition éventuelle de milices locales dirigées par des aristocrates a entraîné le recrutement autant de paysans dépendants et d'esclaves –comme ce fut le cas en Hispania au V^e siècle– que de clients. Toutefois, tandis que pour les premiers le service militaire était une obligation à remplir, pour les seconds il représentait une prestation à échanger contre quelque bénéfice.

Il est opportun de faire un bilan, en nous arrêtant sur une question qui s'avère cruciale quant à la conceptualisation que nous sommes en train d'élaborer du patronage. Nous avons précédemment posé que l'on peut, sur la base des expressions de Salvien, en déduire que certains secteurs paysans un peu plus accommodés réussirent à éluder les responsabilités fiscales moyennant l'établissement de liens personnels avec des secteurs plus puissants en des termes qui rapportaient un bénéfice. Nous avons également corroboré l'existence de formes de patronage « traditionnel » grâce au témoignage de Sidoine. Ce qu'il nous intéresse de souligner sur ce point est le fait que l'État n'était pas un acteur nécessaire pour mettre en œuvre ce type de relations. Échapper au fisc n'était pas l'élément qui déterminait le client à « chercher » la protection du patron, même si le bénéfice était bel et bien l'évasion des impôts.

Nous pouvons finalement citer une dernière référence à ce type de clientélisme. Il s'agit d'une lettre dans laquelle Sidoine sollicite de l'évêque Censorius qu'il secoure un diacre appauvri ayant fui les ravages des Goths. Concrètement, il lui demande de le relever du paiement de la rente correspondant à une terre de son diocèse sur laquelle le diacre s'est installé et qu'il a cultivée. Sidoine garantit à Censorius que le cleric recommandé lui en sera hautement reconnaissant⁷⁶. Le lien décrit était nettement bénéfique

⁷³ 3.3.3 et 3.3.7-8. D'après Sidoine, le dernier des enrôlements avait eu lieu sans l'aide des puissants de la ville. Cela indiquerait qu'il était relativement accessible pour les secteurs aristocratiques de recourir à des forces militaires privées, que ce soit de manière directe ou par le biais d'autres acteurs.

⁷⁴ Paul Orose, *Historiae adversus paganos*, 7.40.5-7.

⁷⁵ Word (2000, 505-7).

⁷⁶ *Epistulae*, 6.10.

pour le client potentiel, qui s'établirait sur une parcelle sans obligation de payer les droits habituels, mais probablement aussi pour l'évêque Censorius, qui avait peut-être besoin de gens loyaux dans son église ou qui tout simplement parvenait à renforcer via cette faveur sa relation d'amitié avec Sidoine. L'intérêt de ce dernier pour l'avenir du diacre, qui semble n'être que l'un de ses clients, est par ailleurs suggestif. Ce type de liens ressemble effectivement assez à la définition courante du patronage : ils sont plutôt égalitaires –bien que s'établissant entre des personnes de *status* différents– et volontaires⁷⁷. L'État n'avait pas de raisons de les condamner.

Les *patrocinia*

Nous avons plus haut exposé l'idée qu'une certaine historiographie n'a pas totalement saisi le rôle joué par l'État romain tardif dans l'apparition de ce nouveau *patrocinium*. Il nous faut tout d'abord préciser le fait que le manque de sources ne nous permet pas de constater le phénomène dans tout l'Empire, même si cela se fait bien souvent⁷⁸. Mais on ne peut pas nier non plus son existence en dehors des zones documentées⁷⁹. Le concept de Chris Wickham du patronage comme *mauvais jumeau* de l'État tributaire peut nous aider à résoudre ce problème⁸⁰. Nous pouvons supposer qu'en exerçant une forte pression sur ses contribuables, l'État favorisait le surgissement de pratiques d'évasion au compte desquelles pouvaient se trouver le patronage. Mais à partir de ce point la prudence s'impose et nous devons nous en tenir non seulement à l'analyse des régions pour lesquelles nous disposons d'informations concrètes, mais aussi aux particularités de leur situation historique concrète.

La notion de *mauvais jumeau* a d'autres implications qu'il faut remarquer. De nombreux historiens ont associé les *patrocinia* à la faiblesse de l'État plutôt qu'à sa force.

⁷⁷ Volonté qui doit être située dans le contexte historique. Par rapport à ce qui est exposé dans la note 54, l'épisode mentionné dans cette lettre rend compte des limites du libre choix des individus dans le passage de l'Antiquité au Moyen Âge. Dans ce cas, les relations d'essence aristocratique –coutumièrément réglementées moyennant l'*amicitia*– ont déterminé les agissements de Sidoine, de Censorius et du diacre recommandé.

⁷⁸ e. g. Alföldy (1987, 285-90) et Jones (1964, 775-8), bien que ce dernier distingue une modalité orientale et une autre occidentale.

⁷⁹ On dispose de données spécifiques sur la Syrie (Libanios, *Orationes*, 47) et l'Égypte (*Codex Theodosianus*, II.24.1 et II.24.3), outre celles déjà mentionnées sur la Gaule. Le reste des lois du Code Théodosien regroupées sous le titre « *De patrocinii vicorum* » sont adressées aux préfets du prétoire d'Orient, non à l'Égypte en particulier comme le prétendent, notamment, Garnsey et Woolf (1989, 163). Sur ce sujet, voir Martindale (1980, 1250-1252).

⁸⁰ (2005, 528).

En suggérant que plus l'Empire s'efforçait d'augmenter la perception, plus grandissait l'évasion fiscale, qui peu à peu rongea des régions de plus en plus vastes du domaine central, leur position renferme une logique de cercle vicieux. La solution de continuité à cet enchaînement de causes et d'effets aurait tout bonnement été la disparition même de l'État⁸¹. Notre avis est que cette thèse doit être corrigée. La Syrie et l'Égypte sont les deux districts orientaux pour lesquels nous disposons de documentation spécifique concernant l'évasion fiscale, grâce à Libanios et aux lois du *Codex Theodosianus* respectivement⁸². Dans ces régions, le paiement de l'impôt ne se voyait aucunement menacé par les patrons privés. C'est là qu'acquiert toute sa dimension le concept de patronage comme *mauvais jumeau*, comme produit dérivé de la collecte d'impôts : une forme de pouvoir rural dont l'apparition dépendait d'une structure étatique en fonctionnement⁸³. Ce qui n'implique pas bien entendu que l'État tolère ces pratiques.

⁸¹ Alföldy (1987, *ibid*). Whittaker et Garnsey (1998, 310-1) sont moins outranciers, mais soulignent l'apparition, au cours du V^e siècle, de propriétaires terriens qui avaient cessé d'être loyaux à Rome, et mettent ce fait directement en rapport avec l'évasion fiscale et l'affaiblissement de l'État. De surcroît, il faut ajouter que dans ce travail Garnsey adopte un point de vue assez divergent de celui soutenu avec Woolf en (1989) au sujet du *patrocinium*, détachant tant le caractère antiétatique du phénomène que la perte de la propriété par les paysans se soumettant à la protection des propriétaires terriens. Aucune mention n'est faite de l'hypothèse d'une plus grande concurrence entre patrons. Enfin, il faut dire que dans Garnsey ([1988]) est posée l'idée que le patronage dans la Gaule romaine tardive est devenu nettement plus une relation d'exploitation qu'auparavant en raison d'une présence plus forte des propriétaires terriens au niveau local. L'auteur part dans ce cas du supposé selon lequel le patronage traditionnel entre grands propriétaires absents et paysans avait un caractère souple. En conséquence, il permettait à ces derniers de développer plus librement des liens d'aide horizontale, tout en leur offrant une faible assistance dans des situations contraignantes, à la différence du patronage romain tardif. À notre avis, l'idée qu'un patron absentéiste ne puisse pas établir de relations proches avec les paysans méconnaît le rôle que pouvaient jouer les agents qui administraient les grandes propriétés au nom des aristocrates, lesquels pouvaient agir comme leurs médiateurs (*brokers*). Jones (1964, 788-92) aborde brièvement le problème de l'administration de propriétés rurales par des aristocrates absents.

⁸² Voir la note 79.

⁸³ Wickham (2005, 527-35) propose en outre que lorsque le système fiscal cessa d'exister le patronage qui s'y opposait perdit sa raison d'être. Cela pourrait conduire à une confusion entre « genèse » et « fonctionnement » des relations de domination. La crise de l'appareil fiscal interrompit effectivement une forme de construction de relations de dépendance, ce qui n'a pas impliqué pour autant que de nombreux liens de subordination qui eurent cette origine se perpétuèrent, dans la mesure où leur dynamique suivait désormais d'autres voies. Il est difficile d'envisager, par exemple, des paysans obtenant gracieusement de leurs seigneurs la suppression du versement de la rente parce que l'impôt dont l'évasion ayant à quelque moment entraîné leur relation de dépendance aurait cessé d'être collecté. Suivant notre critère, ce qui a déterminé la faiblesse à long terme des aristocraties face au paysannat fut la crise générale de l'ordre politique qui entretenait leur domination sociale.

Le cas de la Gaule ne s'ajuste pas non plus pleinement à l'idée d'un État moribond. Certes les positions de Salvien pourraient nous conduire à le croire, néanmoins il est certain qu'elles constituent la dénonciation d'une situation de corruption dans un système en fonctionnement, non d'un délabrement fiscal. Rappelons de surcroît que la connivence avec le pouvoir public fut une composante très présente dans ces pratiques.

Cela dit, il nous faut également préciser que le fonctionnement de l'appareil fiscal, tout du moins à partir de l'époque de Salvien, était loin d'être optimal dans la Gaule du sud et en Occident en général. Comme nous le verrons, un effet de fracture provoqué par la crise naissante était les fuites.

Pour clore cette section, nous voulons insister sur une considération concernant ce type de patronage. Suivant notre perspective, ce lien fut dès le début une relation d'exploitation, qu'elle implique ou non la perte de la propriété. Nous excluons évidemment de cette considération les cas analysés de patronage qui entraînaient dans le rôle de clients des segments plus aisés du paysannat voire des secteurs de la basse aristocratie. Les paysans les plus appauvris qui cherchaient la protection des puissants appartenaient déjà à une classe exploitée, tandis qu'une bonne partie de leur récolte leur était soustraite par le pouvoir public. Comme solution contre une exploitation ils recouraient à une autre, peut-être un peu plus souple ou leur apportant un soulagement initial, mais qui bien souvent aboutissait même à la perte de la propriété. Voir dans les *patrocinia* une alliance entre des seigneurs et des paysans contre l'État – comme le font quelques auteurs – exagère à notre avis la possibilité d'une communauté d'intérêts là où en réalité il y a des classes en conflit⁸⁴. Nous ne devrions pas non plus analyser la protection comme s'il s'agissait d'un choix libre exercé par le paysan⁸⁵. Nous pourrions plutôt penser le contraire, étant donné le zèle que montre en général cette classe à défendre son indépendance⁸⁶. Salvien est catégorique lorsqu'il pose le fait que les paysans n'avaient pas d'autre option que celle de se placer sous la protection des puissants. L'exagération de son ton n'atténue en rien la dureté de la réalité.

⁸⁴ Van Dam (1985, 25-56); Alföldy (1987, 246-290).

⁸⁵ Comme cela ressort de Wickham (1989).

⁸⁶ Sur le paysannat en général, on peut consulter Chayanov ([1925]) et Shanin (1971) ; sur celui de l'Antiquité classique, Garnsey ([1988]). Pour celle de la période étudiée ici, il faut tenir compte de ce qui a été développé dans l'introduction et voir aussi Wickham (2005, 519-588).

4. Vers une société de base paysanne

Chris Wickham a récemment proposé un nouveau cadre d'analyse pour la période 400-800⁸⁷. Cette réinterprétation de la fracture de l'ordre social antique nous a permis non seulement de réaffirmer que les processus analysés jusqu'à présent furent des effets immédiats de la crise, mais aussi d'élucider leurs implications de plus grande envergure.

Quant aux régions ayant fait partie de l'Empire romain d'Occident, Wickham conceptualise leurs développements comme des évolutions aux rythmes différenciés au sein d'une tendance générale à la contraction d'abord, produit de la crise de l'État antique, et au développement ensuite, grâce à la (ré)émergence de relations féodales de production⁸⁸. Prenant le cas de la Gaule, Wickham date la contraction de la région au nord de la Loire en *c.* 350-*c.* 500 (avec un développement apparemment soutenu à partir de *c.* 550)⁸⁹, alors que dans la région au sud de ce fleuve la crise n'aurait lieu qu'au cours du VI^e siècle (se prolongeant au moins jusqu'au VIII^e siècle)⁹⁰.

Il estime par ailleurs que dans la plupart des milieux géographiques qu'il étudie la contraction a permis le progrès du mode de production paysan, défini comme une logique de production centrée sur le foyer de la famille nucléaire paysanne dans un contexte villageois. La tendance économique propre de ce mode est de produire ce qui est strictement nécessaire à la reproduction du foyer et au maintien des relations avec l'extérieur. Ces dernières sont peu exigeantes, dans la mesure où règnent les liens de don et contre-don, tant dans le sens horizontal (entre cellules paysannes) que vertical (avec le pouvoir politique et/ou l'aristocratie). Le mode de production non seulement suppose l'inexistence de liens de domination stables à l'intérieur et à l'extérieur du village, mais il peut même les handicaper⁹¹.

Il convient de souligner la différence entre le concept de « mode de production paysan » et celui de « société de base paysanne », que Wickham tend à utiliser de

⁸⁷ (2005)

⁸⁸ Bien qu'il fasse prévaloir les lignes convergentes de développement des diverses régions dans sa caractérisation globale de l'Europe des années 400-800 (2005, 827-831).

⁸⁹ Selon ce qui est exposé en (2001) et en (2005, 794-805). De toute façon, en (2005, 576), Wickham propose une prépondérance du mode de production féodale dans toute la France à partir des VII^e-VIII^e siècles.

⁹⁰ En (2001, 565-6) Wickham avait formulé que le sud ne connut un important développement que vers le XI^e siècle, position qu'il rectifie en (2005). De toute façon, les deux dates sont bien postérieures à la fermeture de notre analyse.

⁹¹ (2005, 536-50). Développé dans le domaine de l'anthropologie *e. g.* par Salhins (1983). Les fondements étaient déjà présents chez Chayanov ([1925]).

manière équivalente. Le problème n'est que celui de la caractérisation d'une formation économique et sociale dans un contexte de pluralité de modes de production⁹². En ce sens nous entendons moins apporter une correction qu'un éclaircissement. Wickham rend compte de la coexistence de modes de production à tout moment en employant l'analogie de la « peau de léopard » pour expliquer la distribution géographique de noyaux féodaux et paysans. Il est de surcroît catégorique en affirmant que le mode féodal ne règne en Occident qu'à partir de c. 700-800⁹³. Pour ne pas nous écarter de notre centre d'intérêt, disons que la société de base paysanne apparaît dans la Gaule du centre sud à partir du VI^e siècle, lorsque les relations d'exploitation traditionnelles, qui perdurent, présentent des formes résiduelles claires face à une hégémonie de l'économie paysanne⁹⁴.

Dans notre perspective, ce qui s'affermirait peu à peu, essentiellement à partir de la seconde moitié du V^e siècle, est la formation de noyaux paysans indépendants. Ceci est en rapport direct avec la crise fiscale que nous avons décrite. De nouveau Salvien nous offre d'importantes informations.

Des fugitifs

Le destin des paysans qui fuyaient les impôts n'était pas toujours le bras protecteur d'un puissant local. Salvien mentionne comment les pauvres, les veuves, les orphelins et même des personnes de familles placées prenaient la fuite vers les Barbares face aux persécutions du pouvoir public⁹⁵. On sait qu'au début du V^e siècle des Romains s'unissaient aux troupes des envahisseurs en vue de trouver quelque soulagement en servant comme soldats. Nous avons notamment fait référence aux habitants d'Hispania qui selon Orose fuyaient vers les Barbares. Les milices d'envahisseurs se voyaient

⁹² Sur ce thème, voir Sereni (1973).

⁹³ Wickham (2005, 570-88).

⁹⁴ Wickham (2001, 562-6). Voir également les positions d'Astarita (2007) se basant sur la zone hispanique mais applicables au cas gaulois. Astarita pousse plus loin le concept de société de base paysanne que Wickham, qui oscille parfois entre l'argument de la rupture et celui de la continuité –notamment lorsqu'il propose que les aristocraties post-romaines, bien qu'appauvries, conservèrent leur base plus ou moins intacte au niveau du territoire des villes (2005, 258).

⁹⁵ *De gubernatione Dei*, 5.5.21. Même s'il fait aussi référence à des « *honesti et nobiles* » (5.5.23) il est clair que Salvien pense essentiellement aux classes inférieures –en particulier au paysannat. Ceci est manifeste lorsqu'il affirme que l'oppression publique était subie par « *omnibus ferme humilioribus* » (5.7.27).

renforcées par des marginaux⁹⁶. Néanmoins, Salvien semble se référer à un phénomène différent, car le sort des fugitifs dont il parle n'était pas des armées en mouvement ou cantonnées selon les circonstances mais des territoires contrôlés par les Barbares, dans lesquels ils pourraient s'établir de manière plus appropriée. C'est pourquoi l'autre issue mentionnée pour ces mêmes fugitifs, en termes analogues à la précédente, était les Bagaudes⁹⁷. Les lois rendent également compte de ce phénomène. En 458, à travers une disposition de Majorien émise pour tous les gouverneurs provinciaux d'Occident était admise la pénurie de *défenseurs* dans les petites villes en raison des fuites. La même loi, qui priait alors ces juridictions de ne pas laisser vacant le poste mentionné afin que les puissants ne puissent pas agir impunément sur les faibles, mettait en évidence le fait que les habitants sans protection de la ville cherchaient isolément dans la zone rurale comment se protéger des abus des fonctionnaires du fisc⁹⁸.

Par ailleurs, il existe des évidences sur les *coloni* et les *fugitivi*. La lettre citée de Sidoine Apollinaire dans laquelle il demandait à son ami de changer le *status* de l'esclave ayant établi une relation de concubinat avec son *colonus* témoigne d'une fuite qui aboutit à un retour pour améliorer la position. Les fugitifs pouvaient établir ainsi des relations plus appropriées avec l'aristocratie dans un contexte de pénurie de bras. Bien entendu, cela faisait l'objet d'une condamnation légale. Valentinien III émit une série de dispositions concernant des *coloni vagi* et *advenii* en 451, visant à les attacher à la terre. Le détail de la disposition de la loi importe moins que ce qu'elle révèle : la présence courante de *coloni originarii* qui avaient abandonné la terre à laquelle ils étaient affectés et changeaient communément de résidence, d'une part, et d'immigrants pauvres travaillant temporairement au service de tiers dans la ville ou à la campagne mais qui avaient tendance à reprendre leurs déplacements⁹⁹.

La fuite exprimait une révolte facilitée par une difficulté croissante pour soutenir les liens de dépendance. Préserver militairement l'ordre établi s'avérait de plus en plus malaisé pour l'État. Grâce à Sidoine nous connaissons le cas d'un aristocrate assassiné par ses propres esclaves. Dans la longue lettre où il relate l'événement, nous apprenons

⁹⁶ Liebeschuetz (1990, 17). Ce phénomène ne fut pas exclusif d'Occident. Vers la fin du IV^e siècle, Tribigildo pilla l'intérieur de l'Asie Mineure au commandement de Phrygiens, mais en chemin se joignirent à lui des esclaves et des déracinés (Zosime, *Historia nova*, 5,13).

⁹⁷ *De gubernatione Dei*, 5,5.22.24-26. D'autres fugitifs rejoignaient ces courants poussés par des causes ponctuelles. Nous avons par exemple des informations de l'an 400 à propos de déserteurs dans la région de la préfecture de la Gaule, dans une loi qui prévoyait des peines pour les soldats qui, chargés de les recruter de nouveau, commettraient des abus contre les paysans (*Codex Theodosianus*, 7.18.10).

⁹⁸ *Novellae Majoriani*, 3.1. (a. 458, émise pour tous les gouverneurs provinciaux).

⁹⁹ *Novellae Valentiniani*, 31.1.1-7.

qu'il avait été possible de punir les responsables, fait qui pourrait être mis en avant à l'encontre de ce que nous venons d'exposer. Toutefois, Sidoine ne se leurre pas : même si les criminels ont été exécutés, l'histoire l'a horrifié et il ne peut cesser d'y penser¹⁰⁰. Le ton employé cache la peur face au danger latent. Ce fait cesse d'être anecdotique lorsqu'il est analysé par rapport à la totalité. Des années auparavant le même auteur exposait l'existence de réseaux de bandits se consacrant au moins partiellement à l'enlèvement de femmes libres qu'ils vendaient comme esclaves. Sa réflexion sur la question mettait indéniablement en évidence le contexte social : si justice n'est pas faite, on démontrera que « dans des régions et à des époques comme les nôtres » il n'y a pas de meilleure situation à la fin d'une dispute qu'à son commencement¹⁰¹.

Les fuites se reproduisent non seulement parce que le paysannat se trouve soumis à une exploitation pouvant devenir insupportable, mais aussi parce que des espaces de réception commencent à se générer pour ceux qui prennent la fuite. Dès le VI^e siècle, une *extravagante* Burgondie décrétait que toute personne arrivant au royaume d'une autre région aurait la permission de s'établir et de négocier avec la garantie que sa réduction en esclavage serait empêchée¹⁰². La crise de l'État antique ayant affaibli le système, les fugitifs cessèrent de devenir des marginaux, renforçant peu à peu les noyaux villageois de paysans indépendants face auxquels l'aristocratie ne pouvait pas établir de relations stables de domination. Ceci inclut l'Église, qui au VI^e siècle se heurta à des difficultés pour retenir des biens qui lui étaient donnés¹⁰³.

L'évidence de cette centurie révèle une tendance évolutive, qui peut donc être mise en avant ici pour penser rétrospectivement la seconde moitié du V^e siècle. La grande quantité de dispositions sur des *fugitivi* contenues dans les *Constitutiones* burgondes suggère une présence notable du phénomène¹⁰⁴. Nombreuses étaient celles concernant spécifiquement les *servi*. Parmi les *Constitutiones extravagantes* de ce royaume, nous avons trouvé une norme priant les comtes, s'ils le pouvaient, de trouver

¹⁰⁰ *Epistula*, 8.11 (a. 480).

¹⁰¹ *Epistula*, 6.4 (a. 472).

¹⁰² *Constitutiones extravagantes*, 21.6.

¹⁰³ À plusieurs reprises dans les conciles gaulois des mesures furent adoptées visant à empêcher que les biens offerts en donation à l'Église ne soient réclamés par des tiers. Ceci comprenait certainement les propriétés des paysans. Voir e. g. les conciles de Clermont (535), c. 14 ; Orléans (541) c. 14 et 19 ; Paris (556-73), c. 1 ; Lyon (567-70), c. 2 ; Mâcon (581-3), c. 4. Le concile d'Orléans de 549 est très clair dans son canon 16 : les dispositions valent autant pour les grands que pour les humbles (*maiorum aut mediocrum personarum*). On connaît bien la maxime selon laquelle lorsque les lois répètent sans cesse une même disposition c'est qu'elle révèlent leur incapacité à modifier les pratiques en vigueur.

¹⁰⁴ *Liber constitutionum sive Lex Gundobada*. 6.1-10 ; 20.1-4 ; 39.1-5. La compilation des titres 2-42 date probablement des années 483 à 501. Voir Fischer Drew (1972, 6-7).

les voleurs de chevaux et de maisons, qui ne commettaient plus de délits en secret, mais publiquement, et une autre, probablement décrétée sous la domination des Francs, qui rappelait aux comtes qu'ils devaient punir les coupables d'actes délictueux selon les lois¹⁰⁵. Lorsque les évidences sont éclaircies, les incapacités sont mises à nu. Les effets de la faiblesse de l'État furent également ressentis dans le fonctionnement de l'appareil fiscal : les rois mérovingiens rencontrèrent de sérieuses difficultés pour percevoir des impôts qu'ils se virent, par ailleurs, à plusieurs reprises obligés de diminuer ou de pardonner¹⁰⁶.

Grégoire de Tours rapporte le cas de Portien, saint d'origine servile qui étant esclave d'un certain Barbare avait pour habitude de se réfugier dans un monastère, obligeant son abbé à le rendre. Il semble que les pressions du maître en question confinaient à l'habitude¹⁰⁷, de sorte que l'anecdote nous parle d'une pratique courante, corroborée par les canons des conciles mérovingiens¹⁰⁸ et deux références dans des lettres de Ruricius de Limoges et d'Avit de Vienne¹⁰⁹. Que la capture et la commercialisation d'esclaves aient continué durant le Haut Moyen Âge n'affaiblit pas l'argument si, comme nous le croyons, c'est l'instabilité qui régnait¹¹⁰. Par ailleurs, nous disposons d'informations sur des moines et des aristocrates qui se voyaient obligés de cultiver la terre seuls ou avec les personnes sous leur dépendance¹¹¹.

¹⁰⁵ *Constitutiones extravagantes*, 19.1 et 21.11. Ces dispositions furent compilées entre le régime de Godomar (524-32) et la conquête mérovingienne. Voir Fischer Drew (*ibid.*).

¹⁰⁶ Grégoire de Tours, *Decem libri historiarum*, 3.25; 5.28; 34; 6.22, 28; 9.30; 10.7.

¹⁰⁷ Grégoire de Tours, *Liber vitae patrum*, 5.1.

¹⁰⁸ Orléans (511), c. 3; Épaone (517), c. 39; Orléans (541), c. 24 et 30; Orléans (549), c. 6 et 22. Ces dispositions ne se réfèrent pas strictement à des esclaves réfugiés dans des monastères, mais dans l'Église en général. Quelques hommes cherchaient aussi asile, poussés par la nécessité : Orléans (541) c. 21.

¹⁰⁹ Ruricius de Limoges, *Ep.* 2.20 (c. 490-500) ; Avit de Vienne, *Ep.* 44 (c. 499-516).

¹¹⁰ Ce caractère instable se voit notamment reflété dans le canon 7 du concile d'Orléans de 549, qui rendait compte de nombreux témoignages d'esclaves affranchis par l'Église qui retombaient dans l'esclavage. Un argument classique sur la « survie » de l'esclavage durant le Haut Moyen-Âge est celui de Bonnassie (1991). Se fondant spécialement sur des sources juridiques, cet auteur a souligné la dureté des peines appliquées aux esclaves pendant cette période. Cette nécessité de recourir à un mauvais traitement systématique, arrivant parfois au point extrême de mutiler la force de travail, était peut-être alimentée par le contexte d'un pouvoir public faible.

¹¹¹ Le concile d'Épaone de 517, canon 8, interdit aux abbés l'affranchissement des esclaves donnés aux moines, car il estimait injuste que ces derniers travaillent quotidiennement la terre tandis que les premiers jouissaient de l'oisiveté de la liberté. Lucipin et Romain durent travailler eux-mêmes la terre au commencement de Condat (c. 435) dans le Jura (Grégoire de Tours, *Liber vitae patrum*, 1.2 ; cf. 1.5). Il convient de se demander si la nécessité de force de travail dans les monastères pourrait expliquer partiellement la popularité de la règle de Jean Cassien au commencement du Moyen Âge. Dunn (2000, 81) rappelle que Grégoire de Tours, Grégoire le Grand, Cassiodore et Benoît de Nursie en recommandaient la lecture. Leurs

Nouvelles structures

Il doit donc être clair que le processus que nous décrivons s'impose fermement au cours du VI^e siècle mais trouve son origine au siècle précédent, particulièrement durant sa seconde moitié. C'est ce que nous constatons à travers l'archéologie, qui met en évidence l'appauvrissement matériel global, de la décadence des *villae* et du développement de nouveaux noyaux d'établissement rural au sein desquels n'est pas perçue de différenciation sociale substantielle. Logiquement, nous prendrons essentiellement des informations disponibles pour le secteur de la Gaule qui est resté sous la domination impériale jusqu'à la seconde moitié du V^e siècle bien avancé.

En Provence, région d'où écrit Salvien, on constate durant les IV^e et V^e siècles la réoccupation de maintes *villae* par des paysans. Nombre des luxueuses résidences rurales présentent des signes de destruction ou de délabrement à associer à la continuité de leur occupation, ce qui mène à envisager leur reconversion en de simples fermes¹¹². Ces informations acquièrent d'autant plus d'importance au regard du fait que des membres de l'aristocratie sénatoriale de la Gaule du nord s'installèrent dans le sud durant cette période¹¹³. Cette migration est parvenue à renverser un processus en marche, bien qu'il puisse expliquer la majeure continuité des *villae* dans le littoral de la région¹¹⁴. Un sermon prononcé par Césaire d'Arles datant des premières décennies du VI^e siècle présente une dénonciation semblable à celle effectuée par Salvien, où des manœuvres en vigueur moyennant lesquelles les riches s'approprièrent des terres de leurs voisins plus pauvres sont qualifiées de moralement répréhensibles. L'agissement mis en œuvre incluait des machinations entre le pouvoir public et celui qui voulait réaliser l'expropriation afin que la rigueur du fisc se fasse emphatiquement sentir sur la victime choisie¹¹⁵. Cette pratique localisée démontre la continuité résiduelle des structures anciennes, y compris celle de l'appareil fiscal.

Comme les documents écrits, les restes matériels ne sont pas probants en eux-mêmes. En ce sens, les positions continuistes se sont également fondées sur ces derniers pour renforcer leur argumentation. Christophe Pellecuer et Hervé Pomarède ont par exemple formulé (2001, 504) que le développement des études microrégionales de la dernière décennie voire du siècle passé permettraient de ratifier la thèse d'une continuité

Institutiones insistaient sur la prescription de travail aux frères des monastères (2.5, 12-5 ; 3.2 ; 4.12, 14 ; 5.38 ; 7.7, 16-9 ; 9.1 ; 10.2, 8, 19, 22-4 ; 11.11, 13).

¹¹² Carrou, Gateau, Leveau et Renaud (2001, 478).

¹¹³ Drinkwater (1992, 213-4).

¹¹⁴ Carrou, Gateau, Leveau et Renaud (2001, 482).

¹¹⁵ Césaire d'Arles, *Sermones*, 154.2.

des établissements domaniaux durant l'Antiquité tardive (et même ultérieurement), en réinsérant la *villa* dans le « réseau » (*maillage*) de l'habitat rural. Néanmoins, le panorama se heurte aux informations offertes par ces mêmes auteurs : l'occupation de *villae* de la Gaule Narbonnaise – région sur laquelle se centre leur analyse – recule lentement du II^e siècle apr. J.-C. jusqu'en 450-500 puis s'accélère brusquement à partir de cette date. Ceci est expliqué comme une « mutation du paysage », expression présentant comme des processus naturels des transformations sociales en corrélation avec l'argumentation que nous venons de poser, ou bien comme un « changement culturel » dont l'origine n'est pas approfondie. Les auteurs donnent pour acquis qu'il s'agit de domaines, mais la réoccupation est susceptible d'être interprétée comme des noyaux paysans sous faible domination. C'est sur ce point que la documentation écrite éclaire le matériel archéologique. Finalement, comme en Provence, la région présente des différences internes oscillant entre la rupture abrupte et le déclin lent, mais il n'y a pas d'évidences de stabilité ou de croissance de leurs *villae*. En outre, la région atteste l'apparition de nouveaux noyaux d'établissement¹¹⁶.

Il convient d'ouvrir une parenthèse pour faire référence à l'explication « culturelle » du déclin des *villae* et de l'apparition d'autres modèles d'établissement. Il s'avère paradoxal que soit invoqué cet argument justement dans les domaines analytiques qui postulent une forte continuité durant cette période. Pellecuer et Pomarès suivent Durliat¹¹⁷ en posant la survie inchangée d'une « noblesse » sénatoriale et de la couche curiale au VI^e siècle. Arrivés à ce point, il doit être clair que nous proposons un regard rupturiste¹¹⁸ ; néanmoins si ces auteurs avaient raison, pourquoi alors une aristocratie qui conservait son pouvoir politique intact à la manière traditionnelle aurait-elle renoncé à continuer de le démontrer tel qu'elle l'avait fait traditionnellement ? L'épistolaire de Sidoine n'est-il pas une claire démonstration de la volonté de reproduire cette tradition de la part d'un sénateur qui s'agrippait à ces formes ? À notre

¹¹⁶ Pellecuer et Pomarès (2001).

¹¹⁷ (1997, 188-93).

¹¹⁸ Sur cette question il est intéressant de signaler que dans la sélection de lois du *Codex Theodosianus* réalisée par Alaric II en 506 pour administrer la Gaule visigothe furent reprises celles qui imposaient des peines aux *curiales* se cachant ou déménageant vers une autre ville (*Brevarium* 12.1.2 = *C. Th.*, 12.1.12), à ceux qui mariaient leurs filles avec des hommes n'appartenant pas à leur rang (*Brevarium* 12.1.7 = *C. Th.*, 12.1.124), à ceux qui refusaient d'avoir des enfants légitimes (*Brevarium*, *Nov. Th.*, 11.1.5.9 = *Nov. Th.*, 22.1.5-9) et à ceux qui entraient au service d'un riche (*Brevarium*, *Nov. Maj.*, 7.4.5 = *Nov. Maj.*, 7.4.5) (cité dans Liebeschuetz (2003, 128). La conservation de ces dispositions (et non d'autres) dans le relèvement s'adapte difficilement à l'idée d'un fonctionnement huilé du système ou du fait que les *curiales* voulaient éluder leurs obligations pour grimper dans l'administration du royaume.

avis, les changements culturels –que nous ne pouvons pas approfondir ici– furent liés en tout cas à un processus général de crise du monde antique.

Dans ces mêmes régions (la Provence et le Languedoc), réapparaît avec une certaine importance l'occupation de sites de hauteur et fortifiés, souvent sur d'anciens *oppida* préromains. Selon les experts, l'état actuel des connaissances n'est pas suffisamment développé pour envisager une synthèse ou des comparaisons avec d'autres régions, même si les données disponibles permettent d'en tirer quelques conclusions. En premier lieu, il y a des réoccupations remontant au V^e siècle et se poursuivant au VI^e, voire au VII^e siècle, qui révèlent des signes clairs de présence aristocratique. Cette donnée est intéressante et pourrait être en rapport avec l'information documentaire concernant des secteurs de l'aristocratie qui peu à peu se dissociaient de la *civitas*. D'autres sites fortifiés –qui dateraient de la fin du IV^e siècle– comportent des constructions ecclésiastiques. Laurent Schneider les met en rapport avec le processus d'organisation de l'Église et le déplacement de la préfecture de la Gaule à Arles¹¹⁹. C'est ce qui l'a conduit à considérer l'explication du phénomène global comme réorganisation administrative et mise en place de structures ecclésiastiques supérieure à la thèse traditionnelle qui rattachait ce type d'occupation aux fuites dans le cadre des invasions barbares ou à la dépression économique. Cela dit, Schneider lui-même reconnaît que l'occupation de sites de hauteur ne concerne pas qu'un type d'habitat paysan¹²⁰. Il reste donc à expliquer la présence importante de ce type d'établissements. À notre avis, il faudrait les rattacher à un contexte de croissante autonomie paysanne, sans que cela implique pour autant une adhésion totale aux thèses traditionnelles sur les effets de la conquête.

Un autre phénomène de la période dans la Gaule méditerranéenne est l'occupation de grottes, auparavant également interprété comme un effet des calamités belliqueuses et économiques du Bas-Empire. Claude Raynaud a qualifié cette thèse d'argument circulaire : on part de la supposition –fondée sur des sources écrites– qu'il y eut des fuites de population, pour la constater dans les restes matériels d'occupation de grottes. Cette critique concorde avec les courants archéologiques réprouvant ceux qui vont chercher des objets illustrant l'histoire dans les restes matériels. Certes cet argument a des raisons de force, néanmoins il renferme l'idée que le plan de la documentation écrite et celui des restes matériels n'appartiennent pas à une même réalité historique. Une question semble incontestable quant à l'information apportée par les prospections : l'occupation de grottes s'accroît brusquement aux V^e et VI^e siècles,

¹¹⁹ Un nombre considérable d'entre eux sont même devenus ensuite des centres administratifs à l'époque carolingienne.

¹²⁰ Schneider (2001).

pour ensuite diminuer plus fortement encore. Il faut offrir quelque interprétation à ces données. Raynaud écarte la théorie suivant laquelle il s'agit essentiellement de refuges, et pose l'existence de grottes utilisées comme sanctuaires, ateliers artisanaux, abris pour des populations pastorales et habitats d'ermites. Provisoire en raison de la précarité de l'information disponible jusqu'à présent, son bilan s'incline en faveur de la diversité non exclusive de mobiles à la base de l'occupation de ces espaces. Notre apport à la question consisterait à repenser le concept de « refuge » en des termes plus larges, non circonscrits à la fuite des Barbares, mais liés à la quête de nouveaux espaces autonomes de la part de paysans et comme variable compatible avec les différentes formes d'occupation de grottes énumérées par Raynaud¹²¹.

Ces règles générales que nous avons tracées se constatent dans d'autres régions du sud, telle la moyenne vallée du Rhône, cœur du royaume burgonde durant la période post-romaine. Là aussi on a détecté la réoccupation d'anciens *oppida* de hauteur sous forme d'habitats concentrés et l'occupation temporaire de grottes et d'édifications abandonnées. Benoît Ode et Thierry Odiot ont également écarté le rapport direct entre ces dernières et les *fugitivi*, malgré l'attrait que présente ce rapport et le fait qu'il s'ajuste au contexte¹²². Quant aux habitats concentrés, il faut remarquer que quelques prospections ont découvert la présence d'enceintes fortifiées et de résidences plus prospères que d'autres¹²³, ce qui pourrait s'interpréter comme des communautés avec une inégalité interne, idée qui ne jure pas non plus avec les résultats apportés par d'autres régions.

5. Réflexions finales

Les travaux archéologiques cités au paragraphe précédent ont fait partie d'un colloque tenu en 1998 dans la ville de Montpellier, puis furent édités quelques années après sous le titre *Les campagnes de la Gaule à la fin de l'Antiquité*. Chris Wickham fut chargé de l'élaboration de l'un des articles de clôture et bilan de la réunion, dans lequel il proposa de penser deux « passages » au Moyen Âge en Gaule, marqués par des périodes différentes dans le nord (à partir de c. 350) et dans le sud (à partir du VI^e siècle), avec des différences micro régionales. Les transitions furent marquées par le déclin des

¹²¹ Raynaud (2001).

¹²² Ode et Odiot (2001, 227).

¹²³ Ode et Odiot (2001, 230-2).

villae, amorcé au commencement du IV^e siècle, bien qu'approfondi surtout à partir du V^e siècle (ce qui n'a pas exclu pour autant des survies isolées)¹²⁴.

Néanmoins, Wickham n'a situé la crise de la Gaule du sud qu'au VI^e siècle, chronologie qui à notre avis devrait être ajustée en la faisant remonter au moins à la deuxième moitié du V^e siècle. Cette correction s'accorde au contexte occidental en général. La densité démographique des provinces occidentales de l'Empire connut une décroissance accélérée entre les V^e et VII^e siècles¹²⁵, période qui coïncida avec une dépression économique différenciée selon les régions qui inclut la disparition de la production économique intensive et spécialisée pour le marché¹²⁶. Nous tenons à insister sur le fait que le moteur de tous ces processus devrait être cherché dans la longue et complexe crise politique et militaire déclenchée à partir des invasions barbares et qui a poussé le système fiscal jusqu'à ses limites¹²⁷. Finalement, nous voulons souligner une dernière fois un aspect central pour l'histoire de l'Occident : celui de la transformation de l'habitat rural, tout d'abord caractérisé par la domination de la propriété foncière (représentée par la *villa*) puis par l'hégémonie des villages fonctionnant comme centres territoriaux¹²⁸. Suivant des rythmes différenciés, ce processus s'est également déroulé dans toute l'Europe occidentale du Haut Moyen Âge¹²⁹. À notre avis, cela est intimement lié à une crise de la classe dominante romaine¹³⁰. Le changement connut sa genèse à une période caractérisée par des développements ambigus que nous avons tenté de refléter dans cet article. Si d'un côté se sont maintenues les relations de dépendance héritées et d'autres virent le jour à partir de la désintégration de petites propriétés de paysans, par

¹²⁴ Wickham (2001, 562, 566).

¹²⁵ Ward-Perkins (2000, 324-5).

¹²⁶ Ward-Perkins (2000b, 346-391). Il est frappant malgré tout que cet historien cautionne la thèse d'une persistance de la structure socioéconomique rurale héritée, tout du moins jusqu'au VI^e siècle (voir la note 3).

¹²⁷ Nous n'étendons pas cette explication à l'origine de la crise du nord de la Gaule (même si, bien entendu, les événements du V^e siècle influencèrent son évolution). De toute façon, on pourrait examiner l'hypothèse selon laquelle la hausse des impôts durant le IV^e siècle s'était heurtée à plus de résistance dans cette région que dans d'autres. Nous savons qu'Ammien Marcellin et les panégyristes latins firent laconiquement mention d'une série de révoltes que l'empereur Valentinien dut affronter, mais on peut difficilement en conclure une franche caution à cette hypothèse – comme l'a prétendu Thompson ([1952], 344) en les rattachant aux bagaudes des III^e et V^e siècles. En tout cas, la question reste ouverte. Pour les références documentaires, voir de Ste Croix (1988, 750, n. 11).

¹²⁸ Wickham (2001, 566-7). Ceci n'implique pas la négation de l'existence de villages en Occident à l'époque romaine, mais lui accorde un rôle marginal par rapport aux fermes isolées et aux *villae* aristocratiques. Sur ce thème, voir Ward-Perkins (2000, 332-3).

¹²⁹ Wickham, (2005 *passim*).

¹³⁰ Astarita (2007).

ailleurs certaines relations d'exploitation commencèrent à se détendre, faisant surgir des noyaux autonomes qui contribueraient plus tard à la formation d'une société de base paysanne, déjà au cœur du VI^e siècle. La première de ces logiques évolutives fut progressivement marginalisée par la seconde, ce qui, nous insistons, a supposé la survie de formes résiduelles d'exploitation « antique » de *coloni* et de *servi*, voire d'importants microrégionalismes¹³¹. Le fait que ces dernières soient nettement mieux documentées que le paysannat relativement autonome ne doit certes pas nous faire tomber dans l'erreur fréquente consistant à confondre la partie avec le tout.

Bibliographie

Abréviations

MGH, AA	<i>Monumenta Germaniae Historica, Auctores antiquissimi</i>
CAH, vol. 13	Cameron, A. et Garnsey, P. (éds.), <i>The Cambridge Ancient History</i> , vol. 13, Cambridge University Press, Cambridge
CAH, vol. 14	Cameron, A., Ward-Perkins, B. et Whitby, M. (éds.), <i>The Cambridge Ancient History</i> , Cambridge University Press, Cambridge
MGH, LL. nat. Germ.	<i>Monumenta Germaniae Historica, Leges nationum germanicarum</i>
PL	Patrologia latina
MGH, SRM	<i>Monumenta Germaniae Historica, Scriptores rerum merovingicarum</i>

Primaire

- Ammianus Marcellinus, *Res Gestae*. Éd. W. Seyfarth (1978), 2 vols., Berlin. Trad. M. L. Harto Trujillo (2002), *Historia*, Madrid.
- Avitus Viennensis, *Epistuale*. Éd. R. Pieper (1883), MGH, AA, t. 6.2, Berlin. Trad. D. Shanzer e I. Wood (2002), *Letters and selected prose*, Liverpool.
- Caesarius Arelatensis, *Sermones*. Éd. G. Morin (1953), 2 vols., Turnhout. Trad. M. M. Mueller (1956-72), *St. Caesarius of Arles Sermons*, 3 vols., Washington.
- Concilia Galliae a. 511-695*. Éd. et trad. J. Gaudemet, et B. Basdevant (1989), *Les canons des Conciles Mérovingiens (VT-VII^e siècles)*, Paris.
- Decimus Ausonius Marximus, *Mosela*. Éd. et trad. H. G. Evelyn-White (1919), *Ausonius*, vol. 1, Cambridge (Massachusetts).
- Gregorius Turonensis, *Decem Libri Historiarum*, Éd. B. Krusch y W. Levison (1951), MGH, SRM, t. 1.1, Hannover. Trad. L. Thorpe (1974), *The history of the franks*, Londres.
- Gregorius Turonensis, *Liber vitae patrum*. Éd. B. Krusch et W. Levison (1885), MGH, SRM, t. 1.2 Hannover. Trad. E. James (1985), *Life of the fathers*, Liverpool.

¹³¹ Petites "taches" au sein d'un univers paysan que Wickham (2005, 535-51) représente en faisant appel à l'image de la peau du léopard.

- Iohannes Cassianus, *Institutiones*. Éd. et trad. J.-C. Guy (1965), *Institutions cenobitiques*, Paris.
- Libanius, *Orationes*. Éd. et trad. Norman (1969-77), *Selected Orations*, 2 vols., Londres et Cambridge (Massachusetts).
- Liber Constitutionum sive Lex Gundobada et Constitutiones extravagantes*. Éd. L. R. de Salis (1892), *MGH, LL. nat. Germ.*, t. 2.1., Hannover. Trad. K. Fischer Drew (1972), *The burgundian code*, Pennsylvanie.
- Panegyrici latini*, Éd. et trad. E. Galletier (1949-55), *Panegyrics latins*, 3 vols., Paris.
- Paulinus Pellaeus, *Eucharisticus*. Éd. et trad. H. G. Evelyn-White (1921), *Ausonius*, vol. 2, Cambridge (Massachusetts).
- Paulus Orosius, *Historiae adversus paganos*. Éd. J. P. Migne (1846), *PL*, t. 31, Paris. Trad. E. Sánchez Salor (1982), Madrid.
- Ruricius Lemovicensis, *Epistulae*. Éd. B. Krusch (1887), *MGH, AA*, t. 8, Berlin. Trad. R. Mathisen (1999), *Ruricius of Limoges and Friends. A Collection of Letters from Visigothic Gaul*, Liverpool.
- Salvianus Massiliensis, *De gubernatione Dei*. Éd. et trad. G. Lagarrigue (1975), *Salvien de Marseille. Oeuvres*, 2 vols., Paris. Trad. G. Lagarrigue (1975), Paris.
- Sidonius Apollinaris, *Epistulae et Carmina*. Éd. et trad. W. B. Anderson (1936-65), *Poems and letters*, 2 vols., Cambridge (Massachusetts).
- Theodosiani libri XVI cum Constitutionibus Sirmondianis et Leges novellae ad Theodosianum pertinentes*, Éd. T. Mommsen et P. M. Meyer (1905), Berlin. Trad. C. Pharr et autres (1952), *The Theodosian Code and Novels and the Sirmondian Constitutions*, New Jersey.
- Zosimus, *Historia Nova*. Trad. J. M. Candau Morón (1992), *Nueva Historia*, Madrid.

Secondaire

- Alföldy, G. (1987). *Historia social de Roma*, Alianza, Madrid.
- Anderson, P. (1979). *Transiciones de la Antigüedad al feudalismo*, Siglo XXI, Madrid.
- Astarita, C. (2001). "Historia y Ciencias Sociales. Préstamos y reconstrucción de categorías analíticas", *Sociohistórica*, n° 8, Universidad Nacional de La Plata, La Plata, 13-43.
- Astarita, C. (2007). "Construcción histórica y construcción historiográfica de la temprana Edad Media", *Studia historica. Historia medieval*, n° 25, Ediciones Universidad de Salamanca, Salamanca, 247-69.
- Bloch, M. [1947] (1989). "Cómo y porqué terminó la esclavitud antigua", dans AA. VV. *La transición del esclavismo al feudalismo*, Akal, Madrid, 159-94.
- Bonnassie, P. (1991). "Supervivencia y extinción del régimen esclavista en el occidente de la alta Edad Media (siglos IV-XI)", dans Id. *Del esclavismo al feudalismo en Europa occidental*, Crítica, Barcelone, 13-75.
- Brown, P. [1971] (1989), *El mundo en la Antigüedad tardía*, Taurus, Madrid.
- Carrié, J. M. (1976). "Patronage et propriété militaires au IV^e s. Objet rhétorique et objet réel du Discours sur les patronages de Libanius", *Bulletin de Correspondance Hellénique*, n° 100, École Française d'Athènes, Athènes, 159-76.
- Carrié, J. M. (1983). "Un roman des origines: les généalogies du 'colonat du Bas-Empire'", *Opus. Rivista internazionale per la storia economica e sociale dell'antichità*, n° 2, Rome, 205-51.
- Carrié, J. M. y Rouselle, A. (1999). *L'Empire romain en mutation, de Sévère à Constantin (192-337)*, Éditions du Seuil, Paris.
- Carrou, D., Gateau, F., Leveau, P. y Renaud, N. (2001). "Les villae en Provence aux IV^e et V^e siècles : apports et limites des inventaires archéologiques", dans Ouzoulis, P. et autres (dirs.). *Les campagnes de la Gaule à la fin de l'Antiquité. Actes du IV^e colloque de l'association AGER*, Editions APDCA, Antibes, 475-501.
- Chayanov, A. V. ([1925] 1985). *La organización de la unidad económica campesina*, Nueva Visión, Buenos Aires.

- Corbier, M. (2005). "Coinage and taxation: the State's point of view", dans Bowman, A., Garnsey, P. y Cameron, A., *The Cambridge Ancient History*, vol. 12, Cambridge University Press, Cambridge, 327-92.
- de Ste. Croix, G. E. M. (1988). *La lucha de clases en el mundo griego antiguo*, Crítica, Barcelone.
- Drinkwater, J. (1989). "Patronage in Roman Gaul and the problem of the Bagaudae", dans Wallace-Hadrill, A. (éd.), *Patronage in Ancient Society*, Routledge, Londres, 189-203.
- Drinkwater, J. (1992). "The Bacaudae of fifth-century Gaul", dans Drinkwater, J. et Elton, H. (éds.), *Fifth-Century Gaul: A crisis of identity?*, Cambridge University Press, Cambridge, 208-17.
- Dunn, M. (2000). *The emergence of Monasticism. From the Desert Fathers to the Early Middle Ages*, Blackwell Publishing, Oxford.
- Durliat, J. (1990). *Les finances publiques de Dioclétien aux Carolingiens (284-889)*, Jan Thorbecke Verlag Sigmaringen.
- Durliat, J. (1997). "Cité, impôt et intégration des barbares", dans Pohl, W. (ed.), *Kingdoms of the Empire. The Integration of Barbarians in Late Antiquity*, Brill, Leiden, New York et Cologne, 153-179.
- Finley, M. I. (1982a). *Esclavitud antigua e ideología moderna*, Crítica, Barcelone.
- Finley (1982b). *La economía de la antigüedad*, Fondo de cultura económica, Mexico D. F.
- Frank, R. I. (1972). "Ammianus on Roman taxation", *The American Journal of Philology*, vol. 93, n° 1, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 69-86.
- García Mac Gaw, C. G. (2003). "Roma: La crisis del siglo III y el modo de producción tributario", *Anales de Historia Antigua, Medieval y Moderna*, n° 35-36, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 97-119.
- García Mac Gaw, C. G. (2006). "La transición del esclavismo al feudalismo y la villa esclavista", *Dialogues d'histoire ancienne*, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon, 27-41.
- Garnsey, P. [1998] (2003). "El campesinado: subsistencia y supervivencia", dans Gallego, J. (ed.), *El mundo rural en la Grecia antigua*, Akal, Madrid, 71-102.
- Garnsey, P. et Saller, R. (1991). *El imperio romano. Economía, sociedad y cultura*, Crítica, Barcelone.
- Garnsey, P. et Woolf, G. (1989). "Patronage of the Rural Poor in the Roman World", dans Wallace-Hadrill, A. (éds.), *op. cit.*, 162-7.
- Geary, P. (1988). *Before France and Germany. The Creation and Transformation of the Merovingian World*, Oxford University Press, New York.
- Gellner, E. (1985). "Patrones y clientes", dans Id. et autres, *Patronos y clientes en la sociedades mediterráneas*, Ediciones Jucar, Barcelone, 9-15.
- Goffart, W. (1974). *Caput and Colonnate: Towards a history of late roman taxation*, University of Toronto Press, Toronto.
- Goffart, W. (1989). *Rome's fall and after*, The Hambledon Press, Londres et Ronceverte.
- Grey, C. (2006). "Salvian, the ideal Christian community and the fate of the poor in fifth-century Gaul", dans Atkins, M. et Osborne, R., *Poverty in the Roman World*, Cambridge University Press, Cambridge, 162-82.
- Halsall, M., (2000). "The army", en Bowman, A., Garnsey, P. et Rathbone, D., *The Cambridge Ancient History*, vol. 11, Cambridge University Press, Cambridge, 320-60.
- Heather, P. (1998). "Senators and senates", dans *CAH*, vol. 13, 184-210.
- Heather, P. (2000). "State, Lordship and Community in the West (c. A. D. 400-600)", dans *CAH*, vol. 14, 473-68.
- Jones, A. H. M. (1964). *The Later Roman Empire 284-602. A social economic and administrative survey*, Basil Blackwell, Oxford.
- Jones, A. H. M. ([1958] 1981). "El colonato romano", dans Finley, M. I. (ed.), *Estudios sobre historia antigua*, Akal, Madrid, 315-31.
- Kelly, C. (1998). "Emperors, government and bureaucracy", dans *CAH*, vol. 13, 138-83.

- Kuchenbuch et Michael (1986). "Estructura y dinámica del modo de producción feudal en la Europa preindustrial", *Studia Historica. Historia Medieval*, n° 4, Ediciones Universidad de Salamanca, Salamanca, 7-58.
- Lebecq, S. (1990). *Les origines franques*, Éditions du Seuil, Paris.
- Lee, A. D. (1998). "The army", dans *CAH*, vol. 13, 211-37.
- Liebeschuetz, J. H. W. G. (1990). *Barbarians and bishops. Army, Church, and State in the Age of Arcadius and Chrysostom*, Oxford.
- Liebeschuetz, J. H. W. G. (2003). *The Decline and Fall of the Roman City*, Oxford University Press, New York.
- Marcone, A. (1998). "Late roman social relations", dans *CAH*, vol. 13, 338-70.
- Martindale, J. R. (éd.) (1980). *The prosopography of the Later Roman Empire*, vol. 2 (395-527), Cambridge University Press, Cambridge.
- Matthews, J. F. (2001). *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, Yale University Press, New Haven et Londres.
- Mauss, M. [1923-4] (1979). "Ensayo sobre el don. Razón y forma del cambio en las sociedades arcaicas", dans Ed. *Sociología y antropología*, Éd. Tecnos, Madrid 153-263.
- Morsel (2008). *La aristocracia medieval. El dominio social en occidente (siglos V-XV)*, Universidad de Valencia, Valence.
- Ode, B. et Odier, T. (2001). "L'habitat rural de la moyenne vallée du Rhône aux IV^e et V^e siècles", dans Ouzoulias, P. et autres, *op. cit.*, 225-46.
- Pellecuer, C. et Pomarède, H. (2001). "Crise, survie ou adaptation de la villa romaine en Narbonnaise première ? Contribution des récentes recherches de terrain en Languedoc-Roussillon", dans Ouzoulias, P. et autres, *op. cit.*, 503-32.
- Percival, J. (1992). "The fifth-century villa: new life or death postponed?", dans Drinkwater, J. F. et Elton, H. (éds.), *op. cit.*, 156-64.
- Pirenne, H. [1935] (1977), *Mahoma y Carlomagno*, Alianza, Madrid.
- Raynaud, C. (2001). "L'occupation des grottes en Gaule méditerranéenne à la fin de l'Antiquité", dans Ouzoulias, P. et autres, *op. cit.*, 449-71.
- Sahlins, M. (1983). *Economía de la Edad de Piedra*, Akal, Madrid.
- Saller, R. (1982). *Personal patronage under the early Empire*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Salrach, J. M. (1993). "Del Estado romano a los reinos germánicos, en torno a las bases materiales del poder del Estado en la antigüedad tardía y la alta edad media", dans *De la antigüedad al medioevo siglos IV-VIII, III congreso de estudios medievales*, Madrid, 97-142.
- Sarachu, P. (2008). "El sistema fiscal según Chris Wickham", *Trabajos y Comunicaciones*, n° 34, Universidad Nacional de La Plata, La Plata, 253-65.
- Sarachu, P. (2009). "Las relaciones de patronazgo en la Galia (siglos IV-V)", *Anales de Historia Antigua, Medieval y Moderna*, n° 41, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 147-75.
- Schneider, L. (2001). "Oppida et castra tardo-antiques : à propos des établissements de hauteur de la Gaule méditerranéenne", dans Ouzoulias, P. et autres, *op. cit.*, 433-48.
- Scott, J. (1985). "Patronazgo, o explotación", dans Gellner, E. et autres, *op. cit.*, 35-61.
- Sereni, E. "La categoría de 'formación económico-social'", dans Luporini, C. et Sereni, E. (éds.). (1973). *El concepto de 'formación económico-social'*, Cuadernos de Pasado y Presente, Mexico D. F., 55-95.
- Shanin, T. (1971). "Peasantry: delineation of a sociological concept and a field of study", *Archives Européennes de Sociologie/ European Journal of Sociology*, vol. 12, n° 2, Cambridge University Press, Cambridge, 289-300.
- Smith, W. (1875). *A dictionary of Greek and Roman Antiquities*, John Murray, Londres [version digitale dans <http://penelope.uchicago.edu/Thayer/E/Roman/Texts/secondary/SMIGRA/home.html>].
- Staerman [1952] (1989). "La caída del régimen esclavista", dans AA. VV., *op. cit.*, 59-129.

- Thompson, E. A. [1952] (1981). "Revueltas campesinas en la Galia e Hispania tardorromanas", dans Finley, M. I., *op. cit.*, 333-48.
- Trément, F. (2001). "Habitat et peuplement en Provence à la fin de l'Antiquité", dans Ouzoulias, P. et autres, *op. cit.*, 275-302.
- Van Dam, R. (1985). *Leadership and Community in late antique Gaul*, University of California Press, Berkeley y Los Angeles.
- Veyne, P. (1990). "El Imperio Romano", dans Ariès, P. et Duby, G. (éds.), *Historia de la vida privada*, t. I, Taurus, Madrid, 21-227.
- Ward-Perkins, B. (2000a). "Land, labour and settlement", dans *CAH*, vol. 14, 315-45.
- Ward-Perkins, B. (2000b). "Specialized production and exchange", dans *CAH*, vol. 14, 346-91.
- Ward-Perkins, B. (2005). *The fall of Rome and the end of civilization*, Oxford University Press, Oxford.
- Whittaker, C. R. (1993). "Circe's Pigs: From Slavery to Serfdom in the Later Roman World", dans Id. *Land, City and Trade in the Roman Empire*, Variorum Reprints, Aldershot, 88-120.
- Whittaker, C. R. et Garnsey, P. (1998). "Rural life in the later Roman Empire", dans *CAH*, vol. 14, 277-311.
- Wickham, C. (1989). "La otra transición: del mundo antiguo al feudalismo", dans *Studia Historica. Historia medieval*, n° 7, Ediciones Universidad de Salamanca, Salamanque, 7-35.
- Wickham, C. (2001). "Un pas vers le Moyen Âge? Permanences et mutations", dans Ouzoulias, P. et autres, *op. cit.*, 555-67.
- Wickham, C. (2003). "La caída de Roma no tendrá lugar", dans Little, L. K. et Rosenwein, B. (éds.), *La Edad Media a debate*, Akal, Madrid, 80-101.
- Wickham, C. (2005). *Framing the Early Middle Ages*, Oxford University Press, Oxford.
- Wolf, E. R. (1980). "Relaciones de parentesco, de amistad y de patronazgo en las sociedades complejas", dans AA. VV., *Antropología social de las sociedades complejas*, Alianza, Madrid, 19-52.
- Wood, I. (1994). *The Merovingian Kingdoms, 450-751*, Longman, Londres et New York.
- Wood, I. (2000). "The north-western provinces", dans *CAH*, vol. 14, 497-524.